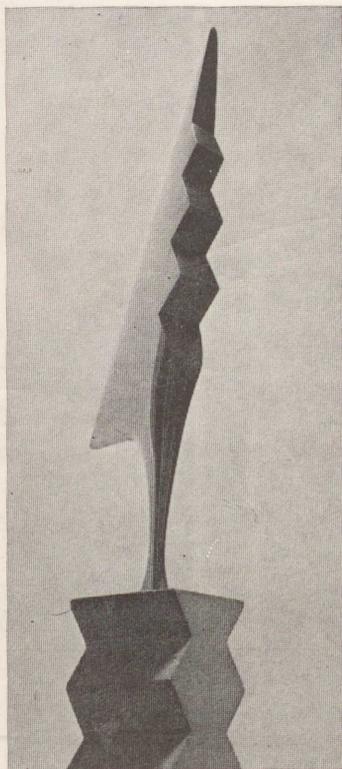


Rosine Lewin

**Un automne  
chaud ?**



Pierre Joye  
Jacques Moins

**Problèmes de  
l'Etat et de  
la démocratie**

Claude Renard

**Parti de masse,  
parti  
d'avant-garde**

# CAHIERS MARXISTES

**revue mensuelle**

Nouvelle série — N° 47 (66)

9<sup>me</sup> année — septembre 1978

## Sommaire

---

Rosine Lewin Un automne chaud ?	p. 1
Claude Renard Socialisme scientifique, parti de masse, parti d'avant-garde	p. 6
Pierre Joye Un problème actuel : l'Etat	p. 20
Jacques Moins Institutions et démocratie	p. 30
Daniel Dory Le jeune Engels face au capitalisme	p. 38
Courrier des lecteurs	p. 46
Livres	p. 48
Revue	p. 50

---

**Comité de patronage** : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve ●

**Comité de rédaction** : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef** : Rosine Lewin

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

## Un automne chaud ?

La rentrée politique et sociale sera difficile, personne n'en doute.

Si la loi improprement appelée anticrise est votée et d'ores et déjà opérationnelle, la réforme institutionnelle est en panne. Au sein d'une majorité gouvernementale très hétérogène, la droite mène le jeu.

### TOUJOURS LA CRISE

La crise économique se prolonge. La Banque Nationale et le Conseil central de l'économie s'accordent sur un diagnostic pessimiste : pas de reprise en vue, chômage en expansion, ralentissement du rythme de progression de la consommation privée.

Rien dans l'action gouvernementale n'est de nature à créer des emplois, bien au contraire. La « nouvelle politique industrielle » du ministre Claes vise surtout à « rationaliser » les vieux secteurs industriels tels que la sidérurgie, le textile, le verre, ce qui se solde par le massacre de milliers d'emplois. Quant au Plan Spitaels, il procure du travail temporaire et marginal à une dizaine de milliers de chômeurs qui, s'ils apprécient cette remise en activité même éphémère, n'en restent pas moins demandeurs d'emplois.

Le bureau d'études de la CSC estime à quelque 565.000 le nombre de chômeurs complets que comptera la Belgique en 1985, en cas de maintien de la semaine de 40 heures, et compte tenu de l'accroissement sensible du nombre des travailleurs. Dès à présent, le chômage partiel est en hausse et la durée d'inactivité des chômeurs complets tend à s'allonger (\*).

C'est dans ce contexte extrêmement préoccupant que le gouvernement a fait voter, à l'arraché, son projet « anticrise ». Cela s'est produit au cœur des vacances, au prix de rythmes frénétiques de travail parlementaire.

Objet essentiel de la loi : redresser les finances de l'Etat en

(\*) Rappelons que le chômage complet frappe surtout les jeunes de moins de 25 ans et que 70 % des chômeurs de moins de 25 ans sont des femmes. Sur quatre chômeuses complètes, trois ont moins de quarante ans.

ménageant les détenteurs du pouvoir économique et en comprimant par priorité les dépenses sociales — des services publics aux communes, en passant par l'enseignement, la recherche scientifique, l'éducation permanente. Mais à cet objet essentiel s'en ajoutent d'autres, qui transforment le projet de redressement budgétaire en un ensemble extraordinairement disparate et opaque. Certaines dispositions y ont été introduites à la demande des socialistes, pour « compenser » le caractère antisocial des compressions budgétaires : ce sont des réformes économiques présentées comme structurelles. D'autres dispositions ont été surajoutées parfois pour des raisons techniques (c'est le cas du chapitre, exigé par la CEE, sur l'égalité de traitements et de formation professionnelle entre femmes et hommes), et parfois pour rééquilibrer le projet en faveur des classes moyennes. Au total : un monstre législatif et une mauvaise affaire pour les travailleurs et allocataires sociaux.

## SEULE OPPOSITION DE GAUCHE

Le parti communiste a constitué la seule opposition de gauche au projet de loi. Les arguments qu'il a développés, les amendements qu'il a défendus ont cependant fait écho à des inquiétudes, des réserves, des résistances qui se sont exprimées bien au-delà de ses électeurs.

Car c'est peu de dire que le projet de loi n'a pas suscité d'enthousiasme parmi les affiliés de la FGTB et de la CSC. Les congrès nationaux des deux grandes organisations syndicales ont refusé de cautionner le projet. Les nettes réserves qu'elles ont émises n'ont cependant pas été assorties d'appels à la mobilisation des travailleurs. La campagne d'information probablement la plus dynamique a été menée par le Syndicat des employés, techniciens et cadres (SETCa) de la FGTB, sous un slogan évocateur « *Le plan anticrise : ni plan, ni anticrise* ».

L'analyse du SETCa éclaire des aspects-clés du plan. Et d'abord l'absence d'une mesure revendiquée à titre prioritaire par les organisations syndicales, à savoir la réduction de la durée hebdomadaire du travail, avec embauche compensatoire. Le SETCa se prononce contre le troc de certains avantages sociaux en échange de certaines réformes économiques. Il refuse ce troc parce qu'il porte atteinte à des acquis sociaux, alors que la mise en application de réformes économiques reste aléatoire. Il montre que si la Sécurité sociale connaît une situation financière désastreuse, c'est parce que les pouvoirs publics ont constamment réduit leurs interventions — et non pas en raison d'abus commis par les allocataires. Il souligne enfin que les mesures fiscales arrêtées par le gouvernement résultent d'un « choix de droite », puisque les privilèges fiscaux sont maintenus et que le gros de la charge fiscale repose sur la masse des petits contribuables. « *A cet égard, déclare le SETCa, la pression que les travailleurs et, en particulier, les employés, techniciens et cadres, exerceront à la rentrée sur les choix du gouvernement sera déterminante* ».

Faire payer la crise par la population travailleuse : c'est aussi dans ces termes que la Jeunesse ouvrière chrétienne flamande (KAJ) résumait la philosophie du projet de loi anticrise, lors de son Conseil des 6 et 7 juillet. « *Une fois de plus, déclarait la KAJ, le gouvernement refuse de toucher aux intérêts des puissances d'argent* ».

Et l'organisation chrétienne s'élevait contre les pouvoirs spéciaux « qui enlèvent aux travailleurs tout contrôle sur les mesures à prendre ».

## **ABANDONS EN SERIE**

Il n'est évidemment pas fortuit que la JOC flamande et le SETCa présentent des analyses aussi convergentes. Il est significatif — et grave — que ces analyses n'aient été répercutées au Parlement que par la voix des élus communistes.

De fait, la loi « anticrise » concrétise des abandons en série, consentis par les partenaires de la droite au sein du gouvernement. Déjà l'équipe Tindemans I, — où siégeaient MM. De clerq et De Croo — préparait un projet de redressement des finances de l'Etat, qui prévoyait lui aussi une série de mesures antisociales. Les « grèves du vendredi », en février 1977, y firent échec, et le Parlement fut dissout.

Au cours de sa campagne électorale, le Parti Socialiste Belge — appuyant les « grévistes du vendredi » — réclama la taxation des grosses fortunes, la création d'emplois nouveaux, la réduction de la semaine de travail. Ces exigences furent abandonnées lors des négociations pour la mise en place du gouvernement Tindemans II. La droite — incarnée par MM. Tindemans, Eyskens Jr, Geens — maintint l'essentiel de son plan, tout en concédant à ses partenaires ce qu'on a appelé des réformes de structure. Loin de gêner le pouvoir du grand capital, ces réformes tendent à mettre en place des organismes mixtes, généralement très centralisés, qui échappent au contrôle des travailleurs. C'est ainsi par exemple que la loi ouvre la voie aux participations publiques en sidérurgie. Mais il s'agit de participations minoritaires, sans maîtrise publique sur les options patronales, sans garanties d'investissements de reconversion. S'il est vrai qu'à propos de ces mesures dérisoires, la Fédération des Entreprises de Belgique et le Vlaams Economisch Verbond ont crié à la menace collectiviste, les textes montrent clairement que les trusts et holdings (qui le savent fort bien) n'ont rien à redouter de la loi anticrise.

## **POUVOIRS SPECIAUX**

Le blanc-seing voté par le Parlement au gouvernement, réduisant le contrôle parlementaire à une procédure de ratification d'arrêtés-lois « en bloc et après coup », est sans doute un des aspects les plus dangereux de la loi anticrise. Clôturés au 31 décembre 1978, les pouvoirs spéciaux doivent surtout assurer « l'assainissement » de la Sécurité sociale. Une concertation avec les organisations syndicales a été promise par le gouvernement. Mais contrairement à ce que proposaient les communistes cette concertation n'a pas été confirmée par la loi, et ses modalités n'y sont donc pas précisées. Il y a là un terrain où la lutte des organisations ouvrières et démocratiques pourra encore se déployer. L'usage des pouvoirs spéciaux sera fonction d'un rapport de forces dans le pays. Et ce rapport de forces est d'autant plus incertain aujourd'hui que la coalition gouvernementale est elle-même divisée à propos de la réforme de la Sécurité sociale. Mark Eyskens, porte-parole volontiers provocant de la fraction du CVP la moins « populiste » et la plus directement liée au

capital bancaire, a dit et redit quels sont ses objectifs. Les allocations sociales, professe-t-il, ne doivent plus être tenues comme un droit, mais comme un secours. S'il s'est ensuite défendu de vouloir en revenir à « l'état de besoin », ses déclarations ont cependant suscité des mises au point du côté socialiste. Dans « Le Peuple », André Cools a qualifié cette conception d' « Ancien Régime », cependant qu'au sein du gouvernement Léon Hurez et Guy Spitaels prenaient chacun ses distances vis-à-vis du collègue Eyskens Jr.

## **RABOTONS, RABOTONS...**

Indissociable de la loi anticrise, le rabotage des dépenses de l'Etat a commencé dès cette année cahin-caha. L'amputation de deux pour cent de toutes les dépenses publiques, même pourvoyeuses d'emplois, est désormais institutionnalisée. Ce qui n'empêche le déficit du budget pour 1979 d'atteindre le montant de 80 milliards.

Déjà, certains effets de la loi anticrise sont perceptibles : hausse importante des tarifs des transports en commun (33 % à Bruxelles), limitation de l'accès aux bourses d'étude, hausse des minervals. A quoi s'ajoutent l'augmentation du prix de l'essence et du gaz.

Contre les mesures aussi ostensiblement régressives que la hausse des tarifs des trams, bus et trains ou du coût de l'enseignement, les protestations ont été nombreuses : Ligue des familles et associations de parents d'élèves, Comités de défense des transports en commun, FGTB et CSC, PSB bruxellois, Jeunes sociaux-chrétiens, universités, etc. La période des congés payés ne se prêtant guère aux mobilisations massives, on ne s'étonnera pas que les protestations soient restées assez platoniques. Mais les citoyens — usagers et contribuables — feront leurs comptes à la rentrée.

## **ET LE COMMUNAUTAIRE ?**

« Certains ne manqueront pas de trouver que les institutions proposées et leur fonctionnement apparaissent complexes. C'est vrai. Mais la réalité dans notre pays n'est pas simple ».

Ces propos, le Premier ministre les prononçait le 13 juillet 1978, à l'occasion de l'ouverture des débats en Commission spéciale de la Chambre sur le projet de réforme institutionnelle.

La réalité dans notre pays n'est assurément pas simple. Le malheur, c'est que le projet de réforme institutionnelle — qui traduit le pacte communautaire signé en mai 1977 — évite toutes les occasions qui lui sont offertes (notamment par la Constitution révisée) d'être simple, efficace, transparent, démocratique.

Le projet privilégie systématiquement la dimension communautaire aux dépens de la dimension régionale. Il ajourne la mise en place de Conseils régionaux élus, cependant possible dès aujourd'hui. Il ampute les futurs Conseils régionaux de l'appui de Comités économiques et sociaux. Il préserve des séquelles de l'institution provinciale, tout en mettant en place des sous-régions. Il prévoit pour la région bruxelloise un appareil très lourd d'institutions socio-culturelles, destinées à protéger les droits de la minorité néerlandophone. Le mécanisme du droit d'inscription pour les habitants de communes périphériques qu'il substitue à une consultation démocratique de la population à propos des frontières de la région, ne peut que multiplier les conflits.

Les conflits, on sait que l'élaboration du projet, puis sa discussion en commission, n'ont cessé d'en susciter. Alors que sa vocation est pacificatrice, il a surtout des effets excitants, sinon explosifs. Que le débat en commission ait été interrompu brutalement, le 10 août dans un climat de vive tension, est un indice supplémentaire du pouvoir corrosif du pacte communautaire.

Certes, la fatigue physique et nerveuse a pesé sur le débat. La surconsommation de réunions — souvent nocturnes et toujours laborieuses — pratiquée par la majorité gouvernementale est insalubre et dangereuse, y compris pour le personnel technique du Parlement qui doit la subir. Mais ce style de travail s'explique-t-il seulement par la complexité des dossiers ? Nous ne le pensons pas. Il reflète aussi l'extrême difficulté à établir un équilibre interne au sein de l'équipe au pouvoir. Jusqu'à présent, la pression de la droite a permis de faire avaliser une série de mauvais coups par les socialistes, lesquels obtiennent en échange des « compensations » illusoires.

C'est vrai, nous l'avons vu, pour les réformes comprises dans la loi anticrise. C'est vrai pour le budget. C'est aussi vrai pour le communautaire, où la régionalisation est envoyée à de brumeux lendemains, dans une confusion et un imbroglio qui lassent l'opinion.

### **RENFORCER LA PRESSION DE GAUCHE**

Pour la loi anticrise comme pour le projet communautaire, le gouvernement a opposé et oppose une fin de non-recevoir, à tous les amendements : ses constructions sont tellement fragiles et compliquées qu'elles ne souffrent aucune intervention extérieure. C'est à prendre ou à laisser.

Quel a, dans ces conditions, pu être le rôle des trois parlementaires communistes ? Un rôle qualitativement capital : ils ont donné un prolongement politique aux résistances qui se sont manifestées aux projets dans le mouvement ouvrier et démocratique. Ils ont démontré que le déficit budgétaire peut être combattu efficacement par d'autres mesures, et notamment par la répression de la grosse fraude fiscale, par la taxation des grosses fortunes, par le contrôle sur les subventions publiques accordées au secteur privé, par une politique moins complaisante envers les exigences de l'OTAN. Ils ont aussi montré que la politique gouvernementale est dangereuse, dans la mesure où elle aggrave la situation financière en secrétant le chômage et en réduisant le pouvoir d'achat. Loin d'être sage, cette politique consolide la logique de la crise. Les parlementaires communistes ont rappelé enfin que la mise sous statut public de la sidérurgie, le passage aux 36 heures/semaine à commencer dans les secteurs-clés, sont des mesures d'intérêt national, véritablement anticrise.

Rentrée difficile, sans aucun doute.

Seule l'irruption sur le terrain politique des luttes ouvrières peut apporter ce changement qui devrait et pourrait modifier le rapport des forces au sein du gouvernement entre la droite et ceux qui ont reçu un mandat des travailleurs.

## Socialisme scientifique, parti de masse, parti d'avant-garde

Les partis communistes sont apparus dans une période bien déterminée du processus historique de la lutte des classes opposant le prolétariat à la bourgeoisie. Ils commencèrent à se former lorsque s'ouvrit, avec la révolution d'octobre 1917, l'ère du passage du capitalisme au socialisme. La classe ouvrière eut alors besoin de partis de ce type pour résoudre les problèmes politiques nouveaux que lui posaient la préparation et l'accomplissement de la révolution socialiste, désormais à l'ordre du jour (\*).

Mais ces partis avaient néanmoins un passé. En Europe en tout cas, leur création continua et développa sous des formes nouvelles la théorie et la pratique des courants de gauche qui existaient antérieurement au sein du mouvement ouvrier et dont les composantes les plus avancées s'étaient nourries aux sources du marxisme, à partir de la publication du « Manifeste communiste » en 1848.

Mises en œuvre dans la classe ouvrière, les idées maîtresses du « Manifeste » et leurs développements ultérieurs ont conduit cette classe à prendre conscience d'elle-même sur la base de sa pratique des luttes sociales (passage de la situation de classe à la position de classe), à s'engager dans la voie d'une lutte politique indépendante et à entreprendre la conquête du pouvoir. La révolution d'Octobre ouvrit une ère nouvelle dans cette évolution, mais elle ne put avoir cet effet que parce qu'elle agit fortement sur une évolution dont elle procédait en ligne directe.

La diffusion du marxisme dans la classe ouvrière s'est toujours opérée en corrélation avec le niveau de conscience atteint par les

---

(\*) Ce texte a servi de base à un exposé de Claude Renard au Centre de formation de cadres de la Fondation Joseph Jacquemotte.

éléments les plus résolus du mouvement ouvrier, ceux qui organisent et dirigent les luttes.

Parce qu'il fait du socialisme une science, le marxisme donne à ces éléments « l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien », il leur permet d'être « la fraction qui entraîne toutes les autres ». Ces citations du « Manifeste communiste » restent, aujourd'hui encore, la meilleure définition qui soit du rôle des partis communistes. Ils doivent être capables, par une application créatrice de leur théorie révolutionnaire, d'être la fraction du mouvement ouvrier qui entraîne les autres.

Les fins générales du mouvement sont la suppression des rapports de production capitaliste par la socialisation des moyens de production et d'échange, transition vers le communisme, c'est-à-dire vers l'anarchie au sens scientifique du terme (société sans Etat fondée sur l'autogestion sociale). Mais ce n'est pas gratuitement que le « Manifeste » attachait aux conditions et à la marche du mouvement autant d'importance qu'à ses fins générales (comme le montra d'ailleurs très vite la lutte de Marx lui-même contre les anarchistes).

Le but final du mouvement ne peut être atteint que par la conquête du pouvoir politique, objectif de la lutte révolutionnaire, mais, pour préparer cette conquête, les marxistes accordèrent d'emblée une importance déterminante à la lutte quotidienne, à la lutte « pied à pied » contre le capital. Pour préparer cette conquête, montrèrent-ils dès le début, il faut et il suffit que la classe ouvrière agisse politiquement et de façon indépendante face à la bourgeoisie et à ses partis.

En fait, l'intelligence claire à la fois des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement n'est rien d'autre que la capacité des ouvriers révolutionnaires de procéder, selon la formule de Lénine, à « l'analyse concrète des situations concrètes », d'évaluer correctement le rapport des forces, de rechercher les alliances qui isolent l'adversaire principal, de déterminer les moyens à mettre en œuvre et les étapes à franchir pour « garder le cap » sur le socialisme au travers des aléas et des épreuves de la lutte des classes.

De ce point de vue, la philosophie du communisme contemporain découle en droite ligne du « Manifeste communiste » qui fut le point de départ théorique d'un effort ininterrompu (et toujours en cours) pour réaliser la *fusion du socialisme scientifique et de l'organisation ouvrière* dans une pratique politique indépendante et adaptée aux conditions concrètes du lieu et du moment.

C'est essentiellement dans ce domaine qu'au fil de l'expérience historique du mouvement ouvrier, Marx surclasse Proudhon et Bakounine, Lénine surclasse Kautsky et les anarcho-sindicalistes, Staline surclasse Trotsky (sur la question précise et vitale du socialisme dans un seul pays) et que, de nos jours, les partis communistes ont encore à faire la preuve de la valeur pratique de leurs théories.

« Il est un élément du succès que les ouvriers possèdent, écrivait Marx en 1864 : ils ont le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. »

L'importance du savoir a fait dire à Lénine dans un aphorisme célèbre : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », aphorisme qui s'opposait à celui de Bernstein : « Le mouvement est tout ». Mais, bien entendu, pour Lénine comme pour tous les marxistes, la théorie révolutionnaire ne peut être agissante et se transformer en « force matérielle » que si elle devient réellement la théorie d'un mouvement de masse.

La fusion concrète (dans la pratique politique quotidienne) du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier organisé n'est nullement automatique; elle exige un effort soutenu d'éducation et d'organisation. Sa réalisation correspond à un processus historique accidenté, inégal, contradictoire, comportant des détours et des temps morts. Elle n'est jamais achevée. Mais, depuis le « Manifeste communiste », elle a fait des progrès immenses et la connaissance de ces progrès payés de nombreux échecs est une des composantes indispensables du savoir des révolutionnaires de notre temps.

La connaissance de ces progrès vérifie la notion léniniste de « confiance dans les masses » qui est une notion scientifique et non un précepte moral. Plus un parti communiste est l'expression réelle de l'expérience historique du mouvement ouvrier, plus son action politique traduit clairement sa confiance dans les masses, c'est-à-dire sa compréhension profonde des lois de l'évolution sociale et son aptitude à utiliser ces lois pour entraîner le mouvement ouvrier et le peuple vers des transformations révolutionnaires venues à maturité.



La transformation de la Ligue des Justes en Ligue des communistes, justifiée théoriquement par le « Manifeste communiste », fut une mutation d'ordre purement intellectuel, mais qu'il faut considérer, pour la comprendre, dans l'éclairage des secousses révolutionnaires de 1848. Le marxisme se constitue, comme pensée révolutionnaire, à partir des acquis généraux de la science à l'époque du capitalisme libéral en expansion; ses sources principales sont la philosophie classique allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme utopique français. Mais s'il devient une pensée révolutionnaire, au-delà de ses sources, c'est d'abord *parce qu'il prend en compte l'intervention des ouvriers dans les luttes politiques*, intervention qui s'intensifie précisément en 1848. Le marxisme devient une pensée révolutionnaire dans la mesure où il débouche ainsi sur la pratique politique. Son propos est de rendre les ouvriers conscients de leur devenir social et de les armer idéologiquement pour que leurs interventions dans les luttes politiques se fassent en fonction de leurs intérêts propres.

A l'origine, les idées communistes doivent donc être portées de l'extérieur à la classe ouvrière qui est bien trop misérable et inculte pour se hisser au niveau d'une réflexion politique originale. Mais leur pénétration dans le mouvement réel (spontané) ne peut se faire qu'au travers d'initiatives visant à politiser des revendications sociales que les travailleurs expriment pour améliorer leurs conditions de vie et leur protestation contre l'âpreté de l'exploitation dont ils sont victimes. Il faut apprendre aux travailleurs à se détourner de l'émeute, qui est inefficace, et à agir de façon organisée pour des objectifs précis.

Il y aurait intérêt à mieux étudier Marx sous l'angle de l'activité politique qu'il déploie alors pour gagner les premières sociétés ouvrières à ses conceptions révolutionnaires et pour influencer dans ce sens ceux qu'il appelle les « puissances réelles », c'est-à-dire les militants ouvriers qui ont l'oreille des travailleurs.

Les conditions ne sont pas encore réunies à cette époque pour créer des partis ouvriers proprement dits. A l'échelle de masse et même pour les militants les plus doués, la possibilité d'une lutte politique indépendante n'est guère évidente et ce facteur joue objectivement en faveur de l'anarchisme qui oppose l'action spontanée à l'organisation et à l'action politiques (1).

L'effort principal des marxistes consiste à battre l'anarchisme sur le terrain des luttes concrètes, en s'appuyant sur les besoins du mouvement réel qui se précisent en liaison directe avec le développement du capitalisme. On est communiste ou anarchiste, influencé par le communisme ou par l'anarchisme, selon que l'on est pour ou contre la loi des 8 heures (conquise très tôt par les ouvriers anglais), pour ou contre la participation ouvrière aux luttes électorales qui doivent être utilisées en vue d'obtenir des lois sociales, pour ou contre le type d'organisation que ces objectifs impliquent. C'est en fonction de ces enjeux politiques que la lutte idéologique contre l'anarchisme se développe parallèlement dans des polémiques plus générales (par exemple dans le célèbre pamphlet de Marx contre Proudhon : « Misère de la philosophie »).

La constitution de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864 ouvre aux marxistes un champ d'action nouveau et beaucoup plus vaste. Comme le souligne Marx, cette association n'est nullement le produit d'une théorie, elle naît du mouvement spontané qui s'internationalise avec l'internationalisation de la production et des échanges. Mais ce mouvement franchit ainsi une étape nouvelle.

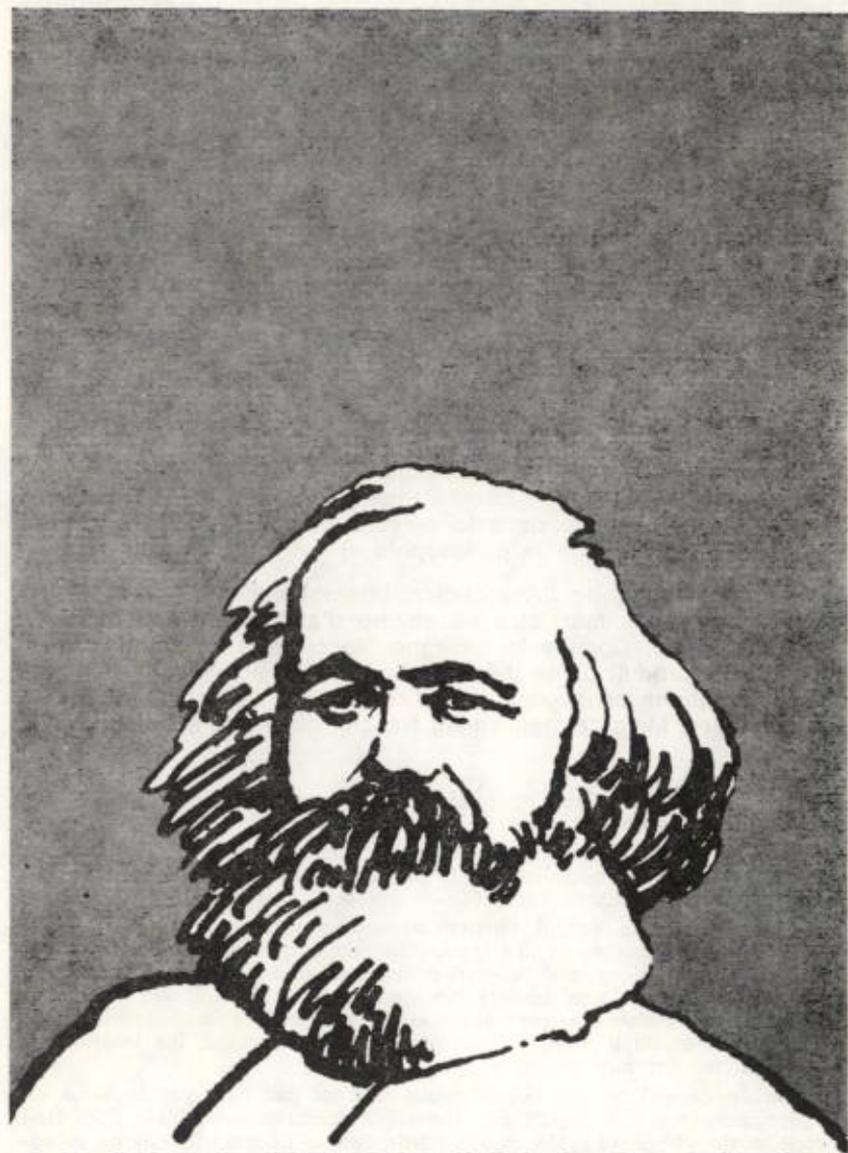
---

(1) « Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers » déclare le « Manifeste ».

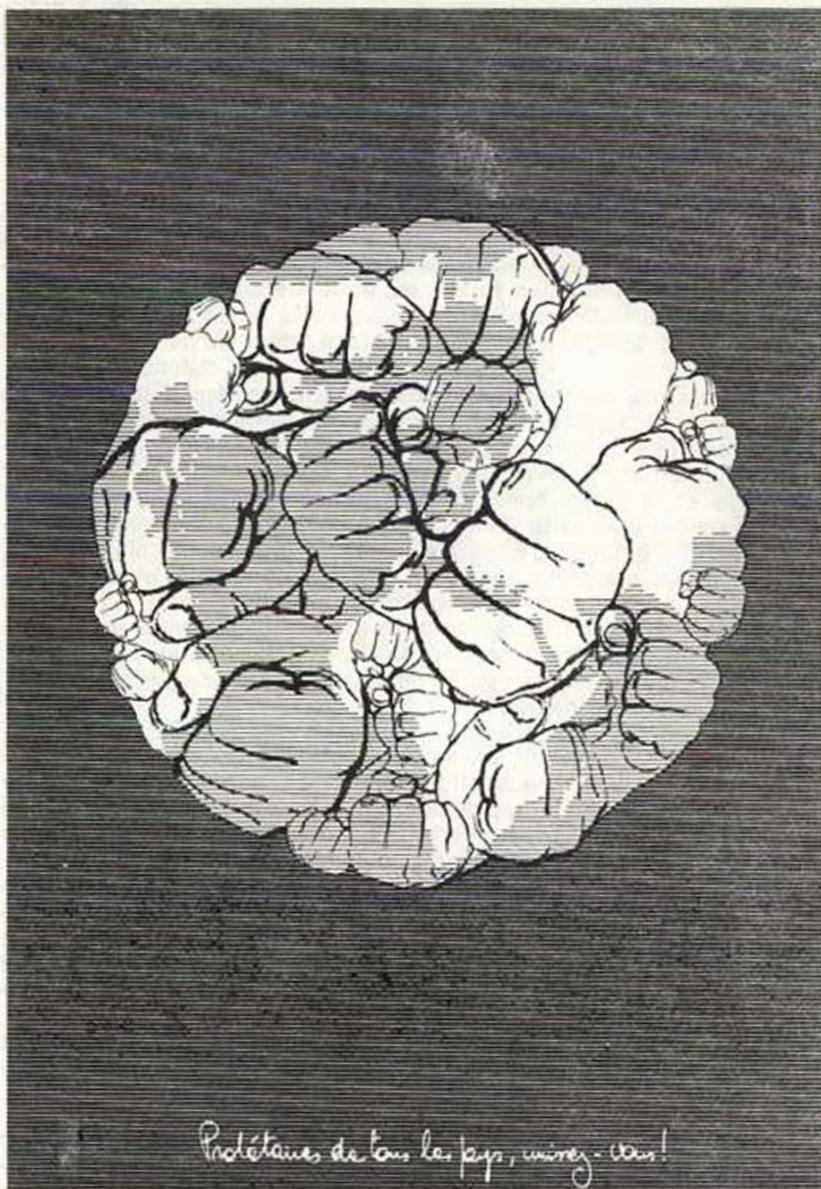
Dans un ouvrage récent d'une grande richesse (« Les voies de la démocratie dans la société socialiste »), le dirigeant yougoslave Edouard Kardelj donne de ce passage une interprétation qui peut être discutée.

« Marx et Engels, écrit-il, tenaient apparemment à prémunir de la sorte le rôle des communistes contre les déformations qu'il risque de subir par suite des répercussions que les caractéristiques et tendances négatives du pluralisme politique de la société bourgeoise peuvent avoir sur la classe ouvrière. D'où l'insistance avec laquelle ils soulignaient la nécessité pour les communistes de prendre en compte, dans ce système, les intérêts du mouvement ouvrier tout entier. »

Cette nécessité ne fait aucun doute et c'est par elle que le texte en question conserve son importance théorique fondamentale. Mais l'on était encore loin en 1848 du système des partis que le développement de la société bourgeoise allait engendrer et perfectionner ultérieurement. Le problème réel qui se posait alors aux fondateurs du socialisme scientifique résidait bien plus dans l'apolitisme militant des premières organisations ouvrières que dans les déformations politiciennes ou parlementaristes auxquelles E. Kardelj fait ici allusion. A ce stade de l'évolution du mouvement ouvrier européen, le regroupement des communistes en un parti distinct n'aurait créé qu'une secte parmi d'autres sectes et il aurait donc fait obstacle à la réalisation du but poursuivi qui, comme l'histoire le démontre, était déjà alors la constitution de partis ouvriers indépendants « guidés par le savoir ».



**LE SPECTRE DU COMMUNISME**



Dessins extraits de la plaquette de Philippe Deltour : « Un spectre hante l'Europe », présentation graphique du « Manifeste ».  
28, rue de la Tuilerie — 7619 Guignies. — Prix : 80 F.

L'effort des marxistes se déploie sur un terrain plus favorable, car ils se trouvent par l'AIT en relation directe avec les meilleurs militants ouvriers du continent. L'anarchisme de Proudhon et surtout de Bakounine reste l'obstacle idéologique principal à la politisation du mouvement ouvrier, mais beaucoup de militants commencent à prendre conscience des limites de l'anarchisme. L'action des marxistes vise dès lors à transformer l'AIT en *un parti international* chargé de coordonner et de *diriger* les luttes ouvrières des différents pays à partir d'un centre unique. Sur le plan national, les sections de l'AIT sont appelées à prendre pied dans les luttes sociales, en particulier dans les grèves, afin d'organiser et d'éduquer les ouvriers.

Historiquement, le rôle de l'AIT en tant que parti international est de préparer la formation de partis ouvriers nationaux; elle fut à cet égard et grâce aux marxistes une véritable école pour tous les pionniers des futurs partis socialistes et ouvriers (dont le Belge César de Paepe). Mais la classe terminale de cette école fut la Commune de Paris. En 1871, les ouvriers parisiens prennent le pouvoir à la fois pour se libérer de leurs exploiters et pour défendre la patrie en danger. Fait capital qui éclaire bien le caractère déterminant de l'expérience des masses : les ouvriers parisiens sont encore largement sous l'influence du proudhonisme, ils se méfient de la politique. Or, tournant le dos à leurs théories, ils s'emparent du pouvoir politique et le transforment pour faire leur politique à eux. Aussi Engels peut-il dire de la Commune qu'elle est « le tombeau des utopies ». Cette notation d'Engels a d'ailleurs une double signification. D'une part, elle signifie que les ouvriers, rejetant les utopies anarchisantes, sont entrés dans la voie de la lutte politique et de la prise de conscience révolutionnaire. D'autre part, elle signifie aussi que l'écrasement de la Commune, noyée dans le sang, doit conduire les ouvriers à se constituer en partis de masse et à s'éduquer pour *éviter* la répétition de ce drame.

Dans les années qui suivent la Commune de Paris, le prolétariat industriel se constitue effectivement en partis politiques indépendants qui prennent rapidement un caractère de masse en se donnant pour objectifs essentiels la loi des 8 heures et le suffrage universel et c'est sur ces bases nationales, à partir de ces exigences communes, que se recrée le besoin d'une nouvelle organisation internationale. Ce besoin prend forme en 1889 avec la IIe Internationale qui se distingue nettement de la première en ce sens qu'elle n'est plus un parti international, mais l'articulation d'un mouvement international dont les composantes ont de profondes racines nationales. La IIe Internationale regroupe des partis ouvriers indépendants, puissants, actifs, bien représentés dans les parlements nationaux et capables d'obtenir des améliorations sensibles du sort de la classe ouvrière.

C'est dans ce contexte nouveau que va se poursuivre l'effort des marxistes pour la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier organisé. La défaite des Communards met l'accent sur la nécessité, absolument prioritaire, de l'organisation et de l'éducation. Le développement des luttes organisées, notamment la grève générale politique (ébauchée spontanément par les ouvriers wallons dès 1886), oblige la bourgeoisie à faire des concessions et à mettre au point une stratégie contre-révolutionnaire qui laisse une large

place aux réformes. Les réformes deviennent ainsi le centre de toutes les grandes batailles sociales et politiques, avec d'importants prolongements idéologiques : Quelles réformes ? Dans quel but ? Comment les obtenir ? Au moyen de quelles alliances ? A partir de ces questions et des réponses qu'on leur donne, se dessinent au sein même des partis ouvriers des tendances contradictoires. Pour les marxistes, la conquête de réformes se situe nécessairement dans la perspective de la conquête révolutionnaire du pouvoir, qu'elle peut faciliter et rapprocher. Pour les héritiers de l'anarchisme, qui se sont adaptés à l'organisation ouvrière, les réformes ne sont qu'un dangereux dérivatif ou seulement un prétexte dont il faut se saisir à des fins subversives. Pour les réformistes, les réformes sont un moyen d'éviter la révolution et l'action de masse doit être réglée (en fait limitée) en conséquence.

Le réformisme prend ainsi la succession de l'anarchisme comme obstacle principal à l'effort des marxistes pour fusionner le socialisme scientifique et le mouvement ouvrier. Effectif au niveau de l'organisation, le principe de l'indépendance politique de la classe ouvrière perd progressivement dans la pratique réformiste une part essentielle de sa substance. Phénomène particulièrement marqué en Belgique où le POB s'est structuré de telle sorte que, plus que partout ailleurs, son action politique est l'apanage des parlementaires socialistes.

Ce glissement général des partis ouvriers dans le réformisme se fait insensiblement. Il suscite des protestations véhémentes, mais toujours impuissantes, dans la classe ouvrière. Des conflits éclatent entre la gauche et la droite dans la IIe Internationale et dans les différents partis nationaux, mais de façon inégale, car le développement inégal du capitalisme qui parvient au stade monopoliste tend à particulariser de plus en plus les expériences du mouvement ouvrier au niveau national. Ce qui explique pourquoi la critique la plus lucide du réformisme vient dès ce moment de l'aile marxiste du POSDR, de Lénine en particulier, car la survivance anachronique du tsarisme dans l'Europe en pleine expansion pousse les socialistes russes à penser la lutte des classes en termes de révolution et non de réformes. On le vérifie dès 1905.

On peut parler dès ce moment de la formation du léninisme en tant que continuateur de la pensée marxiste, du socialisme scientifique qu'il développe en l'adaptant aux conditions nouvelles créées en Europe par l'émergence du capitalisme monopoliste et par l'inadéquation du réformisme aux tâches de la révolution socialiste et de sa préparation politique. Inadéquation du réformisme et pas encore des partis qui en font leur loi. La validité de ces partis n'est mise en cause par personne jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale en 1914. La minorité marxiste révolutionnaire de la IIe Internationale ne conçoit jusque-là aucun autre cadre pour combattre le réformisme et amener le mouvement ouvrier à une conception moins formaliste de son indépendance politique (on en trouve une preuve évidente dans l'article que Lénine écrit en 1913 pour « La Pravda » à propos de la grève générale belge). En Russie toutefois, l'action de l'aile marxiste du POSDR pour faire de ce parti une formation capable, non seulement idéologiquement et politiquement, mais aussi *organiquement*, de jouer son rôle révolutionnaire jusqu'au

bout amorce déjà dans les faits la mise en forme du parti révolutionnaire de type nouveau que la faillite de la IIe Internationale en 1914 et la victoire de la révolution d'Octobre 1917 vont rendre nécessaire partout.

Il est indéniable que le léninisme constitue alors la transition historique la plus rigoureuse entre l'apport originel des fondateurs du marxisme au développement de l'action politique de la classe ouvrière et la formation de partis révolutionnaires indépendants après la première guerre mondiale. Cette caractéristique se dégage nettement des polémiques engagées par Lénine contre l'opportunisme (pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier) et, en même temps, d'ailleurs, contre l'anarcho-syndicalisme, « expiation des péchés opportunistes du mouvement ouvrier ». On la perçoit non seulement sur le plan idéologique, mais aussi sur le plan politique. On peut se référer à ce propos à la part que Lénine prend dans le vote par le Congrès de Stuttgart (1907) d'une déclaration selon laquelle les socialistes utiliseront la crise ouverte par une guerre impérialiste en vue de soulever les masses et de renverser le capitalisme. Sur le plan de l'organisation enfin, cette transition existe aussi, encore qu'elle soit beaucoup plus localisée. Elle se manifeste surtout en Russie même où les bolcheviks construisent peu à peu un parti d'avant-garde qui se veut centralisé et discipliné autour d'une ligne politique cohérente dictée par l'analyse marxiste des situations concrètes et au sein duquel le droit de discuter librement n'est donc plus assimilé au droit de tendance, facteur de confusion et de paralysie politiques.

Il est toutefois important de relever que Lénine ne se hasarde jamais à proposer aux révolutionnaires des autres pays le modèle d'organisation que les bolcheviks veulent pour la Russie. Il critique certes les graves défauts que l'opportunisme introduit dans le mode d'organisation de certains partis (comme le POB en particulier), mais il ne va jamais au-delà. Même après la faillite de la IIe Internationale, Lénine n'envisage la possibilité d'un regroupement des éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier dans de nouveaux partis et dans une Internationale nouvelle *que si* l'expérience de guerre amène un nombre suffisant de travailleurs dans les différents pays à rompre avec le réformisme, faute de quoi la minorité marxiste révolutionnaire devrait retourner à la IIe Internationale, malgré ses tares, et y poursuivre le combat.

C'est en 1915, à la conférence de Zimmerwald, où des militants ouvriers venus des pays belligérants élèvent ensemble une première protestation contre la guerre impérialiste que s'annonce la possibilité de créer une IIIe Internationale ayant des bases suffisantes. Puis vient la révolution d'Octobre dont la victoire est celle du premier parti dont la rupture avec le réformisme est validée par l'adhésion d'une majorité ouvrière; il rejette en même temps l'étiquette social-démocrate de l'ancien POSDR pour s'appeler communiste, montrant par là sa volonté d'en revenir aux sources du socialisme scientifique. La IIIe Internationale, née en 1919, est devenue à la fois nécessaire *et possible* en raison de l'impact de la révolution d'Octobre sur toutes les forces qui se situent à la gauche du mouvement ouvrier international et qui, après la tragique expérience de la guerre, ne peuvent plus s'accommoder de compromis avec le réformisme et,

par conséquent, du droit de tendance et des procédés conciliateurs que celui-ci implique. Au cours de cette période, on est marxiste ou réformiste selon que l'on est pour ou contre la révolution russe. Certes, il existe dans les courants réformistes de très importants mouvements de sympathie (et même de sympathie agissante) à l'égard des Soviets menacés par l'intervention des puissances impérialistes, mais, dans les conditions concrètes de l'époque, la fusion réelle du socialisme scientifique et de l'organisation ouvrière se traduit obligatoirement par l'adhésion sans réserve aux méthodes, aux idées et aux buts de la révolution russe; elle implique la fondation et le ralliement à la IIIe Internationale de partis révolutionnaires d'un type nouveau, donc une rupture brutale non seulement avec la droite du mouvement ouvrier, mais aussi avec ses éléments centristes.

Au départ, l'Internationale communiste organise et coordonne cette scission en formulant 21 conditions draconiennes qui montrent bien son souci délibéré de n'accepter en son sein que « les meilleurs », — et son espoir que la révolution d'Octobre fera tache d'huile en Europe. A noter que cette tactique, absolument justifiée à l'échelle internationale, pose des problèmes extrêmement ardues à ceux qui, en Belgique, sont « les meilleurs » : Jacquemotte et les « Amis de l'Exploité ». Elle semble en effet donner raison aux groupes ultra-gauche qui rejettent l'idée d'un parti de masse parce que, selon eux, de tels partis « sont inévitablement condamnés (...) au réformisme et à la trahison ». Ward Van Overstraeten, futur secrétaire général du parti, estime qu'il faut faire naître en Belgique « une élite révolutionnaire complètement débarrassée intellectuellement et psychologiquement de l'emprise de toute idéologie bourgeoise ». Or, cette conception élitiste du parti se situe à l'opposé de celle de Jacquemotte qui cherche à entraîner la gauche du POB vers un Tours belge et surtout à assurer d'emblée au PC de solides appuis syndicaux. En aucun cas, dit-il, il ne faut se laisser aller à constituer « un groupe en dehors de la classe ouvrière ». C'est pourtant ce qui se produit en Belgique. Jacquemotte subit un dur échec, alors que, très vite, la justesse de son orientation (son souci de la liaison avec les masses) sera confirmée par l'I.C. elle-même. Jusque-là, en effet celle-ci s'est normalement réglée sur le tonus révolutionnaire des pays où la classe ouvrière est politiquement la plus avancée. Mais dès la fin de 1921, jugeant que tous les ralliements possibles à court terme ont été obtenus et compte tenu du reflux de la vague révolutionnaire en Europe, l'IC commence à rectifier le tir. Si les travailleurs s'unissent, dit-elle au début de 1922, tous les partis qui se réclament d'eux devront se séparer d'avec la bourgeoisie et agir conformément aux intérêts de la classe ouvrière. Cette déclaration, toujours actuelle, inaugure la politique de front unique que Lénine avait esquissée au IIIe congrès de l'IC (1921). Mais il faut que celle-ci la fasse descendre dans les différentes sections nationales qui ne l'adoptent qu'après lui avoir opposé de sérieuses résistances. En fait, à l'inverse de la IIIe Internationale et comme le fut l'AIT, l'Internationale communiste est un *parti international* qui dirige les luttes révolutionnaires dans les différents pays au départ d'un centre unique. Sa tâche historique est de former de véritables partis communistes dont la constitution n'a été qu'un premier pas en ce sens. C'est ce qu'on appelle usuellement la « bolchévisation » des partis, terme d'ailleurs extrêmement malheureux, mais qui découle presque inévitablement du prestige

mérite acquis par le seul parti communiste ayant, à l'époque, accédé au pouvoir.

Dans l'ensemble, aux prix d'énormes difficultés, cette tâche est menée à bien. Entre 1920-21 et 1932-33, malgré la crise trotskyste et la répression, les partis communistes prennent forme, ils se solidifient organiquement et affirment avec vigueur leurs convictions révolutionnaires. Le PCB s'assure enfin dans les grèves de 1932 la base ouvrière (mineurs et métallurgistes) qui lui manquait. Les partis communistes ne sont encore pourtant nulle part à cette époque « la fraction qui entraîne toutes les autres », mais plutôt celle qui dénonce toutes les autres. En fait, leur développement est contrarié après la mort de Lénine par les courants furieusement dogmatiques et sectaires qui prennent le dessus à la direction de l'IC, avec Zinoviev et d'autres. Il est certain que la jonction des partis communistes avec les masses est retardée et parfois même arrêtée dans les années qui suivent la mort de Lénine par une crise idéologique et politique qui a son épilogue dans l'isolement et les énormes difficultés internes de la Russie des Soviets. Mais cette crise est aussi un phénomène international dont les caractéristiques principales sont l'appauvrissement de la pensée marxiste-léniniste et, corollairement, la tendance générale à copier le « modèle » russe aussi bien pour l'adoption d'un projet de société socialiste (« Les Soviets partout ») que pour la formation du parti de type nouveau (centralisme paramilitaire) (2). Ce qu'on appellera plus tard le stalinisme naît en Russie de la lutte des bolcheviks contre les pires outrances dogmatiques et sectaires, mais s'il permet de les surmonter, il n'y parvient qu'en les incorporant sous des formes amendées dans un courant politique qui reste et sera de plus en plus un développement dévié, appauvri et altéré de la pensée marxiste-léniniste. C'est donc à la fois avec un apport réel et de graves limites que le stalinisme devient à son tour, peu à peu, un phénomène international qui s'alimente en dehors de la Russie aux sources de l'inexpérience et des faiblesses politiques des partis communistes, tout en sachant d'ailleurs s'adapter à l'avancement de leurs idées et de leur pratique politique.

---

(2) Je ne partage pourtant pas l'opinion exprimée par Ludo Abicht dans son intéressant article « Marxisme et imagination scientifique » (« Cahiers marxistes », n° 45, mai 1978), opinion selon laquelle « en raison de la scission internationale du mouvement ouvrier entre sociaux-démocrates et communistes marxistes, un appauvrissement théorique a nui aux deux camps ».

En fait, la scission de 1919 donne à la dimension théorique de la lutte de classe une signification et une importance qu'elle n'a plus jamais eue depuis les débats de l'AIT. Elle dégage les travailleurs révolutionnaires d'une forme d'union qui était devenue paralysante sur le plan idéologique également et elle leur impose la recherche de nouvelles bases, qualitativement supérieures, pour la reconstitution de l'unité de la classe ouvrière. Il faut d'ailleurs se garder d'apprécier l'état du mouvement du point de vue théorique uniquement en fonction de la littérature politique produite par les principaux leaders. En Belgique par exemple, la valeur de l'apport théorique de la scission se mesure aussi à ce que deviennent des militants ouvriers comme Jacquemotte, Lahaut et Van Extergem. Devenus communistes, ils passent de la contestation confuse du réformisme à une action politique qui, certes, ne va pas sans tâtonnements, mais qui, pour la première fois, possède un fondement scientifique.

D'autre part, bien qu'elle soit alors marginalisée, la pensée si riche et si originale de Gramsci n'est-elle pas elle-même un produit de la scission ?

Pour que les partis communistes commencent à dépasser pratiquement leurs travers les plus paralysants, il faut les expériences capitales que le mouvement ouvrier international vit au début des années '30, avec la consolidation du pouvoir des Soviets (illustrée par les plans quinquennaux), les effets de la grande crise et aussi la tragédie de l'Allemagne passée sous la coupe des nazis.

Un tournant décisif est pris dès ce moment par les PC qui réalisent enfin leur jonction avec les masses en devenant une force d'entraînement réelle au sein du mouvement ouvrier. A partir de leur lutte contre le fascisme en France, puis en Espagne, se profile une action politique de type nouveau qui, pour la première fois à une échelle de masse, fait la synthèse de tous les grands objectifs du mouvement ouvrier : le progrès social, la défense et la promotion de la démocratie (avec des lacunes pourtant sur le plan de la démocratisation de l'économie), la paix, l'indépendance nationale.

Ce changement d'orientation ne vient pas de l'IC, il vient de l'expérience vécue des communistes « sur le terrain ». Mais il serait injuste de prétendre que l'IC n'y est pour rien, car, malgré ses erreurs, elle a formé les militants qui font cette expérience et qui puisent dans ce qu'ils ont appris du marxisme-léninisme la capacité de corriger leurs propres déformations dans la pratique de l'action de masse. D'autre part, l'IC va très vite reprendre cette expérience à son compte et contribuer de façon décisive à sa généralisation dans l'ensemble du mouvement communiste international. C'est le rôle essentiel et capital du VIIe congrès de l'IC tenu en 1935. Avec ce congrès prend fin pratiquement, bien avant la dissolution officielle de 1943, l'existence du parti révolutionnaire international créé en 1919. Comme le dit Georges Dimitrov, les partis communistes vont de plus en plus voler de leurs propres ailes. C'est à cette époque que le PCB en pleine montée propose d'adhérer en tant que tel au POB. Désormais la qualité de l'internationalisme des partis communistes va dépendre de plus en plus de la qualité de leurs racines nationales. En devenant des partis révolutionnaires de masse, les PC réalisent ce que les partis ouvriers social-démocrates n'avaient pu faire, à savoir préparer la classe ouvrière à « devenir la nation », selon la brève indication théorique qui figurait déjà dans le « Manifeste communiste » de 1848. Dans la deuxième guerre mondiale, leur action va confirmer cette évolution. Le patriotisme des communistes, intimement lié à leur internationalisme, n'est pas seulement un dérivé circonstanciel de leur antifascisme, il continue un processus d'identification qui s'était déjà signalé dans le patriotisme des Communards, dans la pénétrante idée de Jaurès selon laquelle beaucoup d'internationalisme rapproche de la patrie et dans la résistance des Soviets à la contre-révolution mondiale.



Aujourd'hui, les PC sont tous et se proclament tous des partis à la fois révolutionnaires ET nationaux, révolutionnaires parce que nationaux et nationaux parce que révolutionnaires. Ils le sont d'autant plus dans les faits qu'ils sont réellement l'expression politique de leur classe ouvrière. De nos jours, en tout cas, le degré d'influence des PC *dans* la classe ouvrière et *sur* les autres couches sociales laborieuses est l'indice le plus sûr du niveau atteint par la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier. Mais pas plus au-

jourd'hui qu'hier, cette fusion n'est réalisée une fois pour toutes et de façon étale à l'échelle des continents.

En effet,

— Si la révolution d'Octobre a ouvert l'ère du passage du capitalisme au socialisme, elle l'a fait en ouvrant un processus révolutionnaire mondial dont l'amplification et l'accélération ne se manifestent pas avec la même intensité dans tous les pays. En Europe par exemple, le réformisme a conservé une base ouvrière importante, voire majoritaire, dans plusieurs pays. Il la conservera aussi longtemps que de nombreux travailleurs pourront avoir la conviction, basée sur certains faits, que la politique actuelle des partis sociaux démocrates suffit à assurer la défense de leurs intérêts généraux, c'est-à-dire aussi longtemps que la capacité de résistance du capitalisme nourrira des illusions réformistes.

— La qualité politique de l'action de la classe ouvrière dépend aussi du niveau de la culture politique nationale. Celle-ci est toujours le reflet de l'expérience historique concrète de la nation et, à notre époque, du mouvement ouvrier qui est la composante la plus nombreuse et, à certains égards, la mieux organisée du corps social. A défaut de faire intervenir ce facteur, on ne peut comprendre pourquoi, par exemple, la classe ouvrière américaine continue à s'en remettre à un parti bourgeois (le parti démocrate) pour tout ce qui concerne la représentation de ses intérêts politiques. En France, la victoire des partisans de la IIIe Internationale au congrès de Tours (1920) serait incompréhensible si on l'isolait de l'expérience historique de la nation française depuis 1789, avec les Canuts, la révolution de 1848, la Commune de Paris, le guesdisme, le syndicalisme révolutionnaire de la CGT.

En Belgique, les problèmes posés au mouvement ouvrier par le niveau de la culture politique nationale ont jadis retenu l'attention des marxistes (voir à ce propos « Le Mouvement ouvrier en Belgique », De Man et de Brouckère, 1911, éd. de la FJ). Jacquemotte a reposé au moins implicitement ce problème en écrivant après son échec de 1921 : « La formation d'un parti purement politique est, en Belgique, plus difficile que dans n'importe quel pays, car les travailleurs belges n'ont jamais réellement constitué un parti politique pur ». Il faut rappeler ici que le POB lui-même n'était devenu un parti de masse qu'en agglomérant pêle-mêle en son sein des organisations coopératives, syndicales, mutualistes, sportives, etc. Et ce type de parti survécut jusqu'à 1940 !

— Il faut cependant éviter de tirer de ce qui précède des conclusions à caractère étroitement déterministe. Le développement de l'action politique des travailleurs dépend aussi très largement de la qualité des efforts accomplis par les PC pour gagner les meilleurs éléments de la classe ouvrière, selon la recommandation de Lénine, et pour être réellement « la fraction qui entraîne toutes les autres ». La fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier, même quand elle a été poussée très loin, est un combat permanent, comme le montrent les vicissitudes de l'Union de la gauche en France. C'est un combat qui peut être perdu, parfois avec des conséquences désastreuses à long terme, comme l'a montré l'écrasement du PCA par les hitlériens en 1933.

C'est un combat que les PC mènent dans des conditions objectives plus ou moins favorables ou défavorables, mais dont l'efficacité dépend aussi et partout de plusieurs éléments subjectifs :

- l'aptitude du parti à faire du socialisme scientifique non pas un répertoire de dogmes, non pas une doctrine figée, mais une science véritable, sans cesse enrichie et *mise à jour*;
- l'aptitude du parti à procéder constamment à l' « analyse concrète des situations concrètes » pour adapter sa politique aux changements qui se produisent dans la société et dans le mouvement ouvrier lui-même;
- l'aptitude du parti à agir politiquement dans le contexte de la culture politique nationale telle qu'elle est, au sein du mouvement ouvrier tel qu'il est, en proposant à celui-ci des objectifs transformateurs qu'il peut comprendre et les alliances politiques qui en découlent.

Un parti communiste qui réunit ces conditions, même s'il est numériquement inférieur à d'autres formations ayant une base ouvrière et populaire, peut être réellement le « moteur », l'avant-garde, d'un mouvement dont les différentes composantes (y compris politiques) sont susceptibles d'être entraînées par lui dans des luttes de masse contre la domination du grand capital.

Un parti d'avant-garde ne peut donc être autre chose qu'un parti de masse ou un parti capable d'assumer les *fonctions* d'un parti de masse.

## Un problème actuel : l'Etat

Y a-t-il une théorie marxiste de l'Etat ? Il faudrait définir ce qu'on entend par là. Un des mérites du marxisme est d'éviter les théorisations générales et abstraites. S'il peut avancer quelques remarques théoriques générales sur l'Etat ayant le même statut que les remarques de Marx sur la « production en général », il ne propose pas pour autant une « théorie générale de l'Etat » — pas plus qu'une « théorie générale de l'économie ». Car le concept de l'Etat, comme celui de l'économie, varie selon les modes de production.

Il est par contre légitime de parler d'une théorie marxiste de l'Etat *capitaliste* car celui-ci a, par rapport à l'économie, des caractéristiques qui le distinguent de tous les types d'Etat précédents. Encore faut-il préciser que cette théorie de l'Etat ne s'arrête pas aux idées exprimées par Marx et, après lui, par Lénine. La place de l'Etat par rapport à l'économie se modifie non seulement au cours des différents modes de production mais également selon les stades et phases du capitalisme lui-même. L'Etat de l'époque de Marx différait de celui dont Lénine analysa les caractéristiques à la veille d'Octobre 1917 et celui-ci différait beaucoup de l'Etat contemporain des pays capitalistes développés.

### MARX ET L'ETAT

Marx n'a jamais rédigé d'exposé complet et cohérent sur l'Etat, mais l'Etat fut néanmoins une de ses préoccupations constantes.

Un de ses premiers textes, le « Manuscrit de 1843 », était une *critique de la philosophie de l'Etat de Hegel* et il avait envisagé de consacrer une étude approfondie à l'Etat. Un de ses cahiers de notes de 1845 contient un schéma énumérant les thèmes qu'il comp-

taut développer. Et, quinze ans plus tard, dans des lettres adressées à Lassalle et à Engels, il indique que sa critique de l'économie bourgeoise comprendra un chapitre consacré à l'Etat.

Marx ne put réaliser ce projet mais tous ses écrits de quelque importance abordent le problème de l'Etat et il s'en dégage une orientation précise.

La conception marxiste la plus vulgarisée est celle exprimée par Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* :

« L'Etat... est un produit de la société à un stade déterminé de son développement... Pour que les classes aux intérêts économiques opposés ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de « l'ordre »; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat ».

« Comme l'Etat est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, en règle générale, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée » (1).

Si cette définition de l'Etat est conforme aux idées de Marx (2), celui-ci montre souvent que le problème est plus complexe. Il l'analyse de façon plus nuancée dans ses écrits politiques, dans *Les luttes de classes en France* notamment. Dans les *Grundrisse* (les « *Manuscrits de 1857-58* », première ébauche du « *Capital* ») il montre que dans le mode de production asiatique, l'Etat ne se borne pas à assurer la cohésion de la société mais remplit en même temps des fonctions importantes dans le domaine économique. Et aussi bien Marx qu'Engels constatent par ailleurs que dans certains cas, quand le rapport de forces entre les classes en lutte est près de s'équilibrer, l'Etat peut acquérir une certaine indépendance. Ce fut le cas pour la monarchie absolue en France aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, pour le bonapartisme du Premier et du Second Empire et dans l'Allemagne de Bismarck.

## LENINE ET L'ETAT

« La question de l'Etat revêt de nos jours une importance particulière au point de vue théorique comme au point de vue pratique », écrit Lénine dans la préface de *L'Etat et la révolution*.

Car c'est dans un cadre historique précis que Lénine rédige cette brochure en août-septembre 1917 : au moment où la perspective de voir le prolétariat russe « allumer la révolution socialiste en

(1) Engels. « *L'origine de la famille...* » Traduction Editions Sociales 1954, pages 156/157.

(2) Engels rédigea « *L'origine de la famille...* » en 1884, un an après la mort de Marx, mais il avait défini les caractéristiques de l'Etat de la même façon dans l'*Anti-Dühring* en 1878.

Europe » confère à la question de l'attitude envers l'Etat « un caractère d'actualité brûlante, car il s'agit d'éclairer les masses sur ce qu'elles auront à faire pour se libérer du joug du capital dans un très proche avenir » (3).

C'est dans ce contexte que Lénine reprend en les accentuant les thèses de Marx et Engels sur la nécessité de briser l'Etat « organisme de domination de classe, d'oppression d'une classe sur une autre ».

Sans doute Marx avait-il estimé qu'il pourrait en aller autrement dans un pays comme l'Angleterre, alors sans militarisme et, dans une large mesure, sans bureaucratie, « où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet sans destruction préalable de la « machine de l'Etat toute prête » (4). Mais si cela se concevait en 1871, « aujourd'hui, en 1917, à l'époque de la première guerre mondiale impérialiste, cette restriction ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids » (5).

Le prolétariat doit dès lors *démolir* la machine d'Etat de la bourgeoisie et la remplacer par l'Etat prolétarien qui ne sera qu'un « demi-Etat » car « il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse point ne point s'éteindre ».

Lénine insiste sur ce point : « L'Etat prolétarien commence à s'éteindre dès sa victoire, l'Etat devenant inutile et déperissant dans une société où les contradictions de classe n'existent pas ». Si Lénine ne parle pas explicitement d'autogestion dans *L'Etat et la révolution*, les passages qu'il consacre à l'organisation de la production s'inscrivent dans cette perspective. Et il évoque également la possibilité de combiner démocratie directe et démocratie électorale. « En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la masse de la population se haussera à une participation autonome, non seulement aux votes et aux élections, mais encore à l'administration journalière. En régime socialiste, tout le monde gouvernera à tour de rôle et s'habitue à ce que personne ne gouverne. »

Si Lénine met à ce moment l'accent sur la nécessité de *démolir* la machine d'Etat de la bourgeoisie, il envisagera toutefois par la suite la possibilité de *utiliser*. « Cette machine, explique-t-il en 1919, nous l'avons enlevée aux capitalistes, nous nous en sommes emparés. Avec cette machine, avec ce gourdin, nous anéantirons toute exploitation; et quand il ne restera plus sur la terre aucune possibilité d'exploiter autrui, qu'il ne restera plus ni propriétaires fonciers, ni propriétaires de fabriques, qu'il n'y aura plus de gavés d'un côté, et d'affamés de l'autre, alors seulement nous mettrons cette machine à la ferraille. Alors, il n'y aura plus d'Etat, plus d'exploitation » (6).

(3) Lénine. *L'Etat et la révolution*. Œuvres complètes, tome 25, pages 415/416.

(4) Discours de Marx au Congrès de l'Internationale, La Haye 1872.

(5) Lénine. *L'Etat et la révolution*. op. cit. p. 449.

(6) *De l'Etat* Conférence à l'Université Sverdlov, 11 juillet 1919 Œuvres complètes, Tome 29, page 493.

## ATTAQUE FRONTALE OU GUERRE DE POSITIONS ?

Dans le mouvement communiste international, la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois fut pendant longtemps posée en principe comme « la condition indispensable de la révolution prolétarienne, la loi fatale du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes. » (7). Cette conception était liée à celle de la nécessité de suivre partout le modèle de la révolution d'Octobre, de renverser la bourgeoisie par une révolution violente, par une « attaque frontale ».

Tirant des leçons de la défaite du mouvement ouvrier et de l'avènement du fascisme en Italie, Gramsci comprit que le processus révolutionnaire devrait se dérouler autrement dans les pays capitalistes développés où la structure sociale est beaucoup plus complexe.

La classe dominante n'y dispose pas seulement d'un ensemble d'organismes qui exercent une fonction de « domination directe », de coercition (système juridique, pénal, policier, militaire, etc.). Son pouvoir se base aussi sur un ensemble d'organismes qui lui permettent d'exercer la « direction intellectuelle et morale » de la société (école, Eglise, maisons d'édition, mass media, etc.), ce que Gramsci appelle la *société civile*. La capacité de résistance de la classe au pouvoir est donc beaucoup plus grande.

« En Orient, l'Etat était tout, la société civile était primitive et gélatineuse; en Occident, il y avait un juste rapport entre l'Etat et la société civile et derrière l'ébranlement de l'Etat on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'Etat était seulement une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casemates » (8).

Si en Russie, la « guerre de mouvement » qui implique un conflit de masse et un dénouement rapide était possible parce qu'il suffisait de s'attaquer à l'Etat pouvoir de coercition, en Occident au contraire, il faudra mener une « guerre de positions », ce qui n'implique pas une tactique défensive mais une stratégie révolutionnaire différente, capable d'investir la société à tous les niveaux, y compris dans les « appareils idéologiques » de l'Etat pris dans le sens large.

## LES FONCTIONS DE L'ETAT SE SONT ELARGIES

Les sphères d'activité de l'Etat se sont encore élargies depuis l'époque de Gramsci. L'Etat capitaliste moderne peut moins que jamais se réduire à la conception schématique d'un organe de dictature de classe à caractère essentiellement coercitif et répressif.

Dans les sociétés capitalistes développées, la domination de la bourgeoisie ne s'appuie pas sur la seule répression. Elle s'appuie aussi sur le *consensus* d'une partie souvent importante des classes dominées, consensus obtenu grâce à la diffusion de l'*idéologie dominante* par les « appareils idéologiques de l'Etat » (école, appareil culturel, mass media, etc.) qui peuvent appartenir formellement à l'Etat ou avoir un caractère privé. Car l'idéologie n'est jamais neutre : il n'existe d'idéologie que de classe. Et l'idéologie dominante est un des pouvoirs essentiels de la classe dominante.

(7) Staline. *Les bases du léninisme*, avril 1924.

(8) Gramsci. *Quaderni del carcere*. Note sul Machiavelli. Edition 1971, page 96.

L'idéologie n'est du reste pas seulement un système d'idées ou de représentations. Elle concerne aussi une série de pratiques matérielles s'étendant aux coutumes et aux mœurs, qui cimentent les pratiques sociales, économiques et politiques.

De plus, les fonctions de l'Etat ne se limitent pas au couple répression-idéologie. Elles se sont considérablement étendues, notamment dans le domaine social où l'Etat exerce une série de fonctions positives à l'égard des masses populaires, en ce qui concerne la sécurité sociale notamment. Même s'il s'agit souvent là du résultat de luttes populaires, le rôle de l'Etat apparaît tout aussi positif. Par ailleurs, même les organes les plus répressifs de l'Etat exercent *en même temps* des fonctions utiles : à commencer par la police et la gendarmerie qui ont également pour tâche de protéger les citoyens contre les malandrins, de régler la circulation et d'assurer la sécurité routière.

L'Etat moderne présente donc des aspects multiples. Dans son sens large, « *l'Etat est tout le complexe d'activités pratiques et théoriques avec lesquelles la classe dirigeante, non seulement justifie et maintient sa domination, mais réussit à obtenir le consentement actif des gouvernés* » (9).

## SPECIFICITE DE L'ETAT CAPITALISTE

Si le marxisme ne propose pas de « théorie générale de l'Etat », il est possible de concevoir une théorie marxiste de l'Etat *capitaliste*. Celui-ci présente en effet des traits spécifiques qui le distinguent de tous les types d'Etat précédents. Et cela parce que le capitalisme se distingue de tous les modes de production qui l'ont précédé.

Dans le mode de production capitaliste, qui fait de la force de travail une marchandise, les producteurs directs — les travailleurs — sont totalement dépossédés de leur objet et de leurs moyens de production. « *Au fond du système capitaliste, il y a la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production* » (10).

C'est une des particularités du mode de production capitaliste qui « *ne produit pas seulement des produits matériels, mais reproduit constamment les rapports de production dans lesquels celle-ci s'opère* ». De ce fait, « *l'autorité du capitaliste, dans le procès direct de production, parce qu'il personifie le capital, diffère essentiellement de l'autorité basée sur la production due aux esclaves, aux serfs, etc... Les porteurs de l'autorité ne sont plus, comme dans les formes antérieures de production, des seigneurs politiques ou théocratiques; s'ils la détiennent, c'est qu'ils personnifient les moyens de travail vis-à-vis du travail* » (11).

Cette structure *spécifique* confère une particularité *spécifique* à l'Etat capitaliste : une *autonomie* propre résultant d'une séparation relative du politique et de l'économie qui entraîne une séparation relative de l'Etat et de l'espace économique.

L'Etat capitaliste diffère en cela de tous les types d'Etat pré-capitalistes (esclavagiste, asiatique, féodal). Dans l'Etat féodal, par

(9) Gramsci. *Quaderni del carcere*. Edition 1975, page 1765.

(10) Marx. *Le Capital*. Livre I, Tome III, page 154.

(11) Marx. *Le Capital*. Livre III, Tome III, pages 254/256.

exemple, qui était fondé sur des liens personnels, tout le pouvoir était basé sur le pouvoir économique (le seigneur était en même temps le juge, etc.) selon une hiérarchie composée de pouvoirs étanches (la pyramide seigneuriale).

Cette *autonomie relative*, qui renvoie à la séparation relative de l'Etat et des moyens de production, est nécessaire pour que l'Etat remplisse son rôle d'*organisation* et d'*unification* de la classe dominante. Car si « la masse des producteurs immédiats » se trouve face à une autorité organisatrice sévère et à une mécanique sociale parfaitement hiérarchisée, « par contre, parmi les détenteurs de cette autorité, les capitalistes eux-mêmes, règne l'anarchie la plus complète » (12).

## L'ETAT N'EST JAMAIS EXTERIEUR A L'ECONOMIE

L'autonomie relative de l'Etat dans l'espace économique n'implique pas une *extériorité* de l'Etat par rapport à l'économie, à l'espace de reproduction du capital. S'il y a séparation relative de l'Etat et des moyens de production, l'ensemble n'en est pas moins commandé par la nature de ce mode de production.

Il en a été ainsi dans *toute* l'histoire du capitalisme.

Cela apparaît très clairement pendant la genèse historique de la production capitaliste. Marx l'a souligné : « La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat; elle s'en sert pour « régler » le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive » (13).

L'Etat continue néanmoins à intervenir dans l'économie quand la dépendance du travailleur à l'égard du capital est garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production.

Il en va ainsi, contrairement à l'opinion courante, à l'époque du capitalisme concurrentiel où d'après les théories libérales, l'Etat devait se borner à maintenir les conditions extérieures du fonctionnement, se limiter au rôle d'Etat-veilleur de nuit et d'Etat-gendarme. Il intervient néanmoins de façon indirecte dans l'économie — par la politique douanière, la fiscalité, les grands travaux, les dépenses militaires — même à l'apogée du libéralisme économique.

B.S. Chlepner le constate dans son *Histoire sociale de la Belgique* : « C'est presque pour nous conformer à une tradition que nous désignons cette période comme celle du libéralisme économique, écrit-il. Nous serions tenté de la caractériser comme celle du « laisser-faire social ». C'est essentiellement dans le domaine social, celui-ci se confondant avec la question ouvrière, que la politique du laisser-faire a été poursuivie systématiquement. Dans les autres domaines de l'activité économique, les gouvernements successifs ont abrogé la plupart des formes anciennes de l'intervention de l'Etat. Mais ils n'ont pas hésité à adopter diverses mesures qui impliquaient une participation active des pouvoirs publics à certaines

---

(12) Marx. *Le Capital*. Livre III, Tome III, page 256.

(13) Marx. *Le Capital*. Livre I, Tome III, page 179.

branches de l'économie » (14). C'est pendant cette époque que fut parachevée, en Belgique, la concentration entre les mains de l'Etat ou des pouvoirs publics dans le sens large, de la gestion de la plupart des moyens de transport et de communications.

Les transformations qui se sont produites, au cours de l'histoire du capitalisme, dans les formes que prennent la présence et l'action de l'Etat dans les rapports de production sont liées aux transformations survenues dans les structures du système au cours des différents stades du capitalisme : stade concurrentiel, stade monopoliste et ses phases. Ces transformations ont entraîné des transformations correspondantes dans la séparation relative de l'Etat et de l'économie.

Dans le stade concurrentiel et dans la première phase du stade monopoliste, les fonctions coercitives et idéologiques de l'Etat prenaient le pas sur ses fonctions économiques. Au stade actuel, les fonctions économiques de l'Etat prennent une place prépondérante car elles sont devenues de plus en plus nécessaires au fonctionnement du système.

## **NI ENTITE AUTONOME, NI SIMPLE INSTRUMENT**

L'Etat n'est pas une entité autonome et indépendante, planant au-dessus des classes sociales et disposant d'un pouvoir propre, instance rationalisante qui unifie la nation et cimente la société.

Cette conception, qui remonte à Hegel, est largement popularisée par l'idéologie dominante qui présente l'Etat comme l'arbitre des conflits pouvant opposer les classes, le défenseur des intérêts généraux de la société.

L'idée que l'Etat dispose d'un pouvoir propre a conduit à la conception social-démocrate — largement répandue à l'époque de la IIe Internationale et encore partagée de nos jours par beaucoup de socialistes — qu'il serait possible d' « occuper » l'Etat en y installant peu à peu des élites de gauche aux postes de commande et en se bornant pour le reste à quelques réaménagements destinés à le démocratiser d'en haut.

L'Etat n'est pas non plus un simple *instrument*, outil passif manipulé ou manipulable par la classe dominante, aujourd'hui par sa fraction monopoliste. Ce qui a conduit à la conception stalinienne du capitalisme monopoliste d'Etat : la subordination pure et simple de l'Etat aux monopoles, l'Etat au service des monopoles.

Cette conception instrumentaliste de l'Etat, dont on trouve, nous l'avons vu, des germes dans certains textes de Lénine, conduit aussi à l'idée que l'appareil d'Etat peut être utilisé pour construire une société nouvelle. C'est la perspective que tracent notamment les théoriciens soviétiques du capitalisme monopoliste d'Etat : « Les forces démocratiques s'assignent pour but d'arracher aux mains des monopoles le mécanisme d'Etat de gestion, les leviers de la régulation d'Etat et, après les avoir transformés, de les employer contre les monopoles » (15).

(14) B.S. Chlepner. *Cent ans d'Histoire sociale en Belgique*. Bruxelles, 1956, pages 72/73.

(15) Victor Tcheppravov. *Le capitalisme monopoliste d'Etat*. Moscou, 1969, page 460.

## L'ETAT, CONDENSATION MATERIELLE D'UN RAPPORT DE FORCES

Dans la conception de l'Etat disposant d'un pouvoir propre comme dans celle de l'Etat simple instrument, les relations entre l'Etat et les classes sociales sont des relations d'extériorité. Elles ne permettent pas de saisir le problème décisif des contradictions internes de l'Etat.

En réalité, l'Etat, centre de décision politique, est la condensation matérielle et spécifique d'un *rapport de forces* entre classes et fractions de classes.

Il correspond par sa structure aux intérêts du bloc bourgeois au pouvoir tout en conservant une *autonomie* relative par rapport à telle ou telle fraction de ce bloc. Car tel est le rôle de l'Etat capitaliste : organiser l'intérêt à long terme de l'ensemble de la bourgeoisie. Organiser, comme le disait Gramsci, « *l'équilibre instable des compromis entre ses fractions* ». L'organiser sous l'hégémonie d'une de ses fractions, aujourd'hui le capital monopoliste.

L'Etat n'est donc pas un bloc sans fissures. Il est lui-même traversé par les contradictions d'intérêts qui opposent les diverses composantes de la bourgeoisie. Chaque branche de l'Etat, de haut en bas, constitue souvent le siège ou le représentant privilégié de telle ou telle fraction du bloc au pouvoir, de tel ou tel intérêt particulier. Analysant les structures de l'administration belge, un des meilleurs connaisseurs de la question constatait que les services du Ministère de l'Agriculture subissaient souvent l'influence du Boerenbond et que, plus anciennement, « le Ministère des Colonies n'était pas sans liens avec tels grands groupes financiers à prédominance d'intérêts africains » (16).

Ces contradictions peuvent seulement être surmontées dans la mesure où l'Etat remplit son rôle d'*organisation* et d'*unification* de la classe dominante. Les compromis sont d'autant plus nécessaires que les monopoles eux-mêmes ne constituent pas un bloc monolithique. La politique de l'Etat est dès lors plus souvent l'*résultante* d'un choc de décisions que de l'application d'un dessein global conçu au sommet. Ce qui explique les hésitations et les variations qui se manifestent souvent dans cette politique.

## LES LUTTES DE CLASSES TRAVERSENT L'ETAT

L'Etat n'est pas un bloc monolithique. C'est un champ stratégique que traversent les luttes de classe.

Les divisions internes de l'Etat ne se limitent en effet pas aux contradictions d'intérêts entre les diverses fractions du bloc au pouvoir. Elles sont également déterminées par le rôle de l'Etat à l'égard des classes dominées, par les compromis rendus nécessaires par le rapport de forces entre la classe dominante et les classes dominées.

Les luttes de classe n'exercent pas seulement leur influence sur l'Etat de l'*extérieur*, à la suite de pressions exercées sur l'Etat. Elles

(16) André Molitor. *L'administration de la Belgique*. Bruxelles, 1974, pages 64/65.

l'exercent aussi de l'intérieur. Elles traversent l'Etat et ses appareils. Elles sont présentes au sein de l'Etat.

Les compromis résultant du rapport des forces aboutissent parfois à la représentation des classes dominées au sein de l'Etat. Une des spécificités de la Belgique est précisément la présence de représentants du mouvement ouvrier à tous les échelons des structures et institutions de l'Etat. C'est un acquis du mouvement ouvrier et c'est positif si ces positions sont utilisées pour défendre les intérêts des travailleurs. S'il n'en est pas ainsi, la participation de représentants des organisations ouvrières aux institutions étatiques a surtout des conséquences favorables à la bourgeoisie : elle permet à l'Etat capitaliste d'absorber les crises politiques sans qu'elles ne deviennent forcément des crises de l'Etat.

Les contradictions internes de l'Etat se sont accrues au fur et à mesure que ses fonctions se sont élargies et que son personnel est devenu de plus en plus nombreux. Cet accroissement du nombre de personnes occupées dans le secteur public est une des caractéristiques de notre époque. En Belgique, les services publics (ministères, éducation nationale, pouvoirs régionaux et communaux, parastataux, armée et gendarmerie, transports et communications) occupaient 800.000 personnes en 1977, 20 % de la population active. Une personne sur cinq travaille à présent dans l'administration ou dans les « corps spéciaux » relevant du secteur public.

L'idéologie dominante a pendant longtemps servi de ciment interne à l'appareil de l'Etat. Une idéologie qui présente l'Etat comme le représentant de l'intérêt général, la police comme le garant de l'ordre, la justice comme un arbitre impartial planant au-dessus des classes.

Cette idéologie ne règne toutefois pas sans partage et elle est battue en brèche dans des secteurs de plus en plus larges de l'appareil d'Etat. Non seulement dans les services publics dont les activités et les conditions de travail sont fort semblables à celles du secteur privé mais jusques et y compris dans des secteurs qui constituaient traditionnellement le « noyau dur » de l'Etat. Les manifestations revendicatives des militaires de carrière et de la gendarmerie en témoignent.

Les luttes que mène la classe ouvrière influencent d'autant plus le personnel de l'Etat — dont beaucoup de membres sont déjà disposés à s'y associer par leur appartenance de classe — que les travailleurs du secteur public ont également leurs revendications propres.

Si l'action qui se mène ainsi au sein de l'Etat est une condition nécessaire de sa transformation, elle n'est toutefois pas une condition suffisante. Il est indispensable qu'elle s'accompagne, à l'échelle de la société, d'une lutte de masse capable d'entraîner une modification des rapports de forces au sein même des appareils étatiques.

Si l'Etat est la condensation matérielle d'un rapport de forces, il a néanmoins une résistance propre. Il comporte un appareil spécialisé et centralisé consistant en un assemblage de fonctions anonymes et impersonnelles *formellement* distinctes du pouvoir économique. Le changement du *pouvoir d'Etat* ne suffit pas, à lui, seul, à transformer la *matérialité* de cet appareil d'Etat. Si la modification

du rapport des forces peut avoir des effets décisifs, elle n'aboutit pas *automatiquement* à des changements dans les structures *matérielles* de l'Etat. La marche vers le socialisme exigera donc aussi une action pour opérer des transformations dans l'appareil de l'Etat.

## DEMOCRATISER L'ETAT

La perspective n'est pas de *briser* l'Etat mais de le transformer profondément en le *démocratisant*.

C'est la perspective que Togliatti traça dès 1964 dans son « Memorandum de Yalta » : « Une réflexion plus profonde sur la possibilité d'accéder au socialisme par une voie pacifique nous oblige à préciser ce qu'est la démocratie pour nous en un Etat bourgeois. Comment peut-on élargir les frontières de la liberté et des institutions démocratiques, et quelles sont les formes les plus efficaces de participation des masses ouvrières et laborieuses à la vie économique et politique. C'est ainsi que la question se pose de la possibilité pour les classes laborieuses de conquérir des positions de pouvoir dans le cadre d'un Etat qui n'a pas changé sa nature d'Etat bourgeois, et de la possibilité de lutter pour une transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature d'Etat bourgeois ».

Etant entendu que cette lutte *de l'intérieur* trouve sa base et son appui dans l'action qui se développe *de l'extérieur* dans le mouvement de masse, élément indispensable et décisif.

C'est le problème fondamental qui se pose aujourd'hui dans les pays capitalistes développés : s'engager dans une voie démocratique au socialisme afin de réaliser un socialisme démocratique. Ces deux objectifs étant intimement liés comme il était arrivé à Lénine de le souligner voilà plus de soixante ans : « *Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants : 1) le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie; 2) le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie* » (17).

Pour avancer dans cette voie, il faut développer à la fois la démocratie représentative et diverses formes de démocratie de base.

C'est en combinant ces deux processus qu'on créera un nouveau type de démocratie fondé sur la participation consciente et active des citoyens à la direction de l'Etat et de la société.

---

(17) Lénine. « *Une caricature du marxisme* », Août/octobre 1916. Œuvres complètes. Tome 23, page 81.

# Institutions démocratiques ?

L'analyse « classique » qu'ont faite les marxistes de l'Etat aide notamment à démystifier le formalisme des institutions juridiques, à désacraliser le droit. Elle montre le caractère formel des libertés consacrées par des textes, en soulignant par ailleurs le caractère abstrait de la notion d'égalité. Le droit, pas plus que l'Etat n'est neutre, se situant au-dessus des classes. Cet aspect excellemment rappelé par Pierre Joye, nous voudrions nous livrer plus particulièrement à une réflexion sur le rôle et le devenir des institutions démocratiques dans la période contemporaine.

## DEMYSTIFIER L'ETAT

Au-delà de la démystification des pseudo-droits, dans le contexte politique et économique du siècle passé, il apparaît utile de s'interroger sur le sort de concepts qui ont alimenté les luttes et les polémiques. Pendant longtemps les fictions d'égalité, fréquentes en droit bourgeois, les abstractions conceptuelles de la liberté ont extrapolé l'homme de son milieu, des rapports économiques et sociaux pour ne voir que l'individu sans même s'attacher à sa personnalité. Par de nombreux aspects, ces notions ont caché, couvert et même justifié l'injustice et les inégalités sociales par un égalitarisme théorique, s'exprimant dans l'affirmation claironnante des libertés formelles. Il était aisé alors de montrer la contradiction fondamentale entre la structure de la société et l'épanouissement effectif de la personne humaine, l'usage réel des libertés, leur exercice concret. Cette démonstration garde tout son sens même dans les formes les plus évoluées, les plus libérales pourrait-on dire, de la démocratie bourgeoise dont l'idéal est cependant perpétuellement remis en cause dans le monde où nous vivons. Le prétendu Etat de droit reste toujours fragile et les garanties qu'il suppose sont fréquemment menacées par les intérêts les plus puissants. A l'affirmation du droit correspond trop

souvent sa violation dans la pratique sociale. Souvent les libertés n'acquièrent de substance réelle que grâce aux luttes sociales qui les imposent concrètement.

### **SANS SCHEMATISME**

Sans doute faut-il se méfier d'une analyse trop schématique et tenir compte des évolutions, des nouveaux rapports de force en se refusant aux généralités faciles. De la constatation de la fausse neutralité de l'Etat on pourrait un peu trop rapidement inférer que le prolétaire ne peut obtenir justice dans le cadre des institutions et qu'il faut donc les briser. Au risque de tomber alors dans de nouvelles mystifications sans voir ce qui évolue.

Sur le terrain institutionnel, il serait dangereux d'identifier étroitement l'Etat à une machine répressive, de n'y voir que la simple fonction de coercition sans par exemple dégager les différences institutionnelles profondes qui séparent les variantes du pouvoir d'Etat comme il s'est établi dans le monde capitaliste, variantes qui permettent des approches et des stratégies différentes.

Le manque d'analyse débouche sur la répétition stérile de formules toutes faites qui ne nous apprennent rien sur notre réalité et peuvent même nous en écarter. Certes, à l'époque de la bourgeoisie triomphante, aucune grande conquête formelle du libéralisme n'a trouvé une application effective. Ni les libertés ni l'égalité ni les droits de l'homme en général ni les droits politiques en particulier ne se sont véritablement déployés. (Songeons par exemple aux limitations multiples du suffrage universel malgré l'égalité proclamée du citoyen). Ce sont les luttes sociales, le poids des travailleurs organisés, l'apparition des partis qui se réclament de la classe ouvrière et du mouvement démocratique qui ont, dans nos pays, donné de la consistance à ces libertés. Les droits proclamés ont alors pris un contenu réel et ouvert de nouvelles perspectives. On assiste ainsi à une évolution de la démocratie libérale (qui envisage l'homme abstrait, hors de son contexte) à la démocratie sociale (qui situe l'homme dans la société).

### **CE QUI A CHANGE**

Il convient de réfléchir à la portée de ce changement dans l'approche théorique comme dans les luttes pratiques menées essentiellement par la classe ouvrière mais pas seulement par elle, sur le terrain institutionnel. Peut-être pourra-t-on alors découvrir toute la richesse de la notion d'hégémonie, de lutte pour l'hégémonie dans la société. Aux yeux des classes opprimées, le droit et donc l'Etat n'est plus inévitablement tromperie, violence, instrument d'une seule classe. Sinon la seule issue possible serait la violence publique et privée. L'histoire du développement du mouvement ouvrier dans nos pays apporte au contraire la démonstration que la réponse aux injustices du formalisme fut la conquête de droits, grâce à l'organisation, et non la rébellion qui en fin de compte renforce l'autoritarisme et favorise dans le désordre les tendances, les idéologies liberticides. Il ne s'agit pas ici de rouvrir le vieux débat réformes ou révolution, mais bien d'analyser la portée des réformes véritables qui ne se contentent pas de simples aménagements sans rien atteindre de fondamental dans la société et les structures du pouvoir.

Les conquêtes ouvrières ont donné aux droits une portée nouvelle, les ont étendus à l'ensemble de la société et non limités à une élite. Ainsi la notion de démocratie pour tous prend une valeur historique durable. Il ne s'agit pas de défendre une simple forme institutionnelle mais de construire un système supérieur de gouvernement où la relation traditionnelle de gouvernant à gouverné tend à se modifier profondément. On quitte alors l'Etat libéral, ses mythes, ses équivoques et son formalisme pour se mesurer avec de nouvelles exigences, rechercher de nouvelles formes institutionnelles tout en prenant appui sur les acquis des luttes passées.

Aujourd'hui encore, les masses éprouvent une méfiance profonde, justifiée par l'expérience, vis-à-vis du parlementarisme, des jeux politiques qui se développent en dehors du contrôle des électeurs et permettent aux groupes les plus divers, les plus anonymes et économiquement les plus puissants, d'opérer des pressions, de déterminer les choix fondamentaux. L'écart entre les mots, les promesses et les faits, les décisions, a souvent été dénoncé. De nos jours plus que de la méfiance, une certaine indifférence, un désintérêt se développent au point que la démocratie s'est enrayée. Bien des illusions se sont aussi envolées depuis qu'au niveau de toutes les assemblées élues siègent de nombreux représentants ouvriers.

Il serait dangereux de se limiter à une dénonciation aussi facile que stérile. Il convient de mener l'action en quelque sorte de l'intérieur de l'institution politique entrée en crise : — rechercher de nouveaux moyens, de nouvelles possibilités pour l'ensemble des institutions représentatives, — définir leur nouvelle identité, leur rôle dans un Etat qui n'a rien de statique et dont l'action se trouve profondément modifiée. Il ne peut être question de se contenter des formes traditionnelles du parlementarisme dont on a souligné les limites, ni de se joindre à ceux qui se plaignent du rôle des partis, de la « partitocratie » s'alarment de la puissance des syndicats et rêvent de l'époque, bénie seulement pour une élite étroite, où l'élu avait, dit-on, un contact direct avec l'électeur.

## **LA DEMOCRATIE « DE BASE »**

Sur le terrain institutionnel comme sur les autres, le poids de plus d'un siècle de luttes populaires se fait sentir. On voit naître dans des formes complexes une démocratie de masse qui ne correspond pas aux schémas traditionnels des auteurs libéraux de notre Constitution de 1831. Ces structures nouvelles risquent toujours d'être récupérées par le pouvoir en place, par les intérêts économiques qui dominent notre société, par les idées dominantes que l'on retrouve en force dans la pratique sociale et politique.

Dans une démocratie de masse la participation populaire est fondamentale. Elle en est à son début et dans des formes diffuses. Elle rencontre de nombreux obstacles.

Le tissu de notre société est particulièrement riche et varié. Il se heurte dans son développement à l'autoritarisme du dedans et du dehors. Les dégénérescences autoritaires ou plus simplement bureaucratiques se retrouvent à tous les niveaux de la pratique sociale. Cela est normal. En effet les mécanismes institutionnels, de toute nature, ont une vie propre. Ils réagissent sous la pression des circonstances, en invoquant les règles qu'ils ont instituées pour se dé-

fendre, s'adapter ou refuser une mutation. A cet égard on ne peut confondre la critique juste du formalisme qui sépare les hommes des institutions et l'opposition à toute forme, à toute structure, en fin de compte à toute règle nécessaire à la vie sociale. La tentation est grande sous l'empire des aspirations libertaires et du mal que font ou peuvent faire les structures sclérosées. Si la règle peut être acceptée ou refusée, elle peut aussi être aménagée. Elle est radicalement refusée lorsque l'élément de contrainte apparaît seul et qu'elle fait appel à la force pour s'imposer. Dans ce cas, c'est uniquement le rapport de forces qui détermine son degré d'application. Toutefois dans notre état social, les règles ne sont pas toutes le reflet de la volonté de la classe dominante. Ainsi la considération des droits syndicaux à l'entreprise n'a certes pas été voulue par la bourgeoisie. Certaines lois peuvent aider à faire naître des situations nouvelles, plus progressistes. Il en est ainsi dans le droit de famille qui connaît une évolution lente mais considérable. Ainsi en matière sociale, dans les rapports propriétaires-locataires, dans les dispositions relatives à l'aménagement du territoire où la nécessité de la consultation des citoyens apparaît au milieu d'un cheminement malaisé et contrarié. Une tendance à légiférer sans prétendue neutralité se dessine. L'impartialité n'est plus nécessairement l'équidistance dans l'interprétation des tribunaux. La notion d'intérêt général n'est plus toujours comprise comme celui de la grande bourgeoisie. Des priorités sociales commencent à être reconnues. La recherche de l'égalité réelle prend le pas sur l'égalité formelle, au prix de bien des tâtonnements, une évolution se dessine même dans la définition du droit de propriété. Si la loi égale pour tous reste une fiction, le poids des réalités sociales pèse davantage lorsqu'on l'applique. Parfois l'évolution se fait en termes de rupture mais pas nécessairement. Il arrive cependant que devant l'obstination de certaines forces dominantes, la violation de la loi devienne une nécessité sans entraîner pour autant un retour à la barbarie. Il est des lois barbares comme celle qui sanctionne pénalement l'avortement dans notre pays.

## LES POSSIBILITES NOUVELLES

Les institutions héritées de la bourgeoisie, les règles de droit ont permis de nous sortir de l'arbitraire absolu sans pour autant faire disparaître les injustices et les violations du pouvoir économique. Sans doute les possibilités actuelles permettent-elles d'aller plus loin. Les transformations sociales sont confiées à la politique, à la réforme des institutions, non à leur destruction. Il ne s'agit pas de faire table rase des acquis démocratiques mais de les approfondir, de les enrichir, de les renouveler, non de défendre l'Etat comme il est ou de s'en emparer pour le faire fonctionner dans l'intérêt d'une autre classe, non pas davantage de défendre les institutions comme elles sont mais de les renouveler. Partant d'une dénonciation juste de certaines carences de la démocratie déléguée à tous les niveaux, certains remettent en avant l'idée de la démocratie directe. C'est, nous semble-t-il, un espoir et une illusion volontaristes.

Dans les structures contemporaines de la société, la démocratie directe ne peut exercer dans le même temps le moment de la législation et celui de l'administration. Le moment institutionnel reste nécessaire. Même s'il doit être profondément aménagé par rapport à ce

que nous connaissons dans l'organisation de la représentativité. Ainsi les recherches qui s'orientent en direction de l'autogestion ne nient pas cette nécessité mais s'efforcent de garantir une meilleure participation dans les différentes institutions qui en fait se trouvent multipliées. C'est à ce prix que l'on peut atteindre une véritable démocratie élargie, sans nier le rôle des assemblées élues qui doivent être renforcées. Même s'il connaît des limites et des imperfections dans son fonctionnement, le régime d'assemblée paraît offrir le plus de garanties et de possibilités. A condition cependant de dépasser certaines notions encore trop ancrées comme la séparation des pouvoirs (parois rigides entre l'exécutif et le législatif).

## **DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET DEMOCRATIE DE BASE**

Comment définir les rapports nouveaux des organes représentatifs, d'une part avec l'administration et d'autre part avec le citoyen ? Les tâches de l'exécutif restent distinctes de celles du Parlement qui fait les lois et en principe exprime la volonté politique. Mais en pratique l'exécutif est trop puissant, il transforme le Parlement en chambre d'entérinement, se soustrait à son contrôle réel, noie l'assemblée dans une multiplicité de tâches, rend les options de fond plus difficiles à prendre. Si tous les pouvoirs émanent de la nation, l'exécutif doit en réalité dépendre plus étroitement du Parlement. Celui-ci doit pouvoir mieux le contrôler par exemple en multipliant les enquêtes parlementaires, en permettant aux élus un meilleur dialogue et un contrôle de l'administration. Il existe là un champ très vaste de réformes qu'il nous suffira d'évoquer.

De même dans les rapports entre l'électeur et l'élu. Ici encore l'évolution est manifeste mais entraîne parfois des réactions contradictoires. Certains défenseurs convaincus de la démocratie parlementaire se plaignent de l'ingérence de la toute-puissance des partis et du poids des organisations syndicales. Pour élargir le rôle des institutions représentatives et leur donner plus de poids, il faut en fait organiser la présence des masses, assurer la projection des mouvements populaires dans les assemblées et ne pas se contenter de faire du Parlement une tribune. Les élus communistes ont à cet égard une expérience déjà précieuse qui nous éloigne quelque peu de ce qu'on a appelé parfois la voie parlementaire au socialisme. Il ne suffit pas en effet de conquérir une majorité au Parlement sur des objectifs socialistes pour le réaliser. Il semble bien que parallèlement doivent se développer les formes de démocratie de base et se dégager un nouveau bloc de pouvoir où tout naturellement la classe ouvrière est appelée à assurer un rôle hégémonique grâce à sa grande expérience d'organisation et à ses structures puissantes.

## **CARACTERISTIQUES NOUVELLES**

Le développement de la démocratie « de base » en est à ses débuts. Il se manifeste par exemple sous forme de contrôle ouvrier à l'entreprise, dans des tentatives encore timides de limitation des décisions patronales, dans le droit à l'information, il apparaît dans les quartiers avec le développement des comités, il s'exerce aussi avec l'exigence d'information avant les prises de décisions, et de formation des citoyens à tous les niveaux. L'éducation permanente n'est pas autre chose. C'est ce lien entre les assemblées élues et la

masse des citoyens qui doit permettre d'élargir la démocratie. La multiplication des institutions et des organisations sociales apparaît alors comme un facteur positif. Les formes nées après ou avec le parlementarisme, les partis comme les syndicats, les associations volontaires (culturelles, sociales, etc.) sont toujours menacées d'autoritarisme interne, de tendance bureaucratique. Les courants d'idées doivent pouvoir continuer à y circuler. Les structures démocratiques peuvent favoriser ce processus. La « socialisation » de la démocratie constitue en fait la condition de son expansion. La démocratie poussée jusqu'au bout apparaît comme une forme d'autogouvernement.

Dans cette optique, le parlementarisme libéral a vécu. Deux moments sont indissolublement liés : développement de la démocratie représentative et démocratie de base. Sans quoi elle s'éparpillerait en une multitude de micro-pouvoirs qui s'annuleraient réciproquement.

Sommes-nous suffisamment conscients de la richesse de cette perspective ? Elle suppose le développement infini du tissu social, le renforcement des partis et surtout de la base sociale de ceux-ci. Les partis ne peuvent rester de simples mouvements d'opinion ou des regroupements de notables.

Elle réclame aussi un rôle et des moyens nouveaux pour les communications de masse qui forment ou contribuent à la formation de l'opinion. Elle donne à l'enseignement, à la formation scolaire et permanente des tâches nouvelles. A ceux qui s'interrogent sur le lieu où se forment, s'élaborent la volonté et la décision politiques, la réponse devient plus claire. Prenant appui sur les conquêtes de la démocratie libérale tout en étant conscients de ses limites, on dépasse le schéma traditionnel de celle-ci.

Le suffrage universel garantit la démocratie, la compétition entre les groupes permet la formation de majorités et dans cette optique s'organise la protection des minorités et la possibilité de l'alternance au pouvoir. Cependant toutes ces notions précieuses envisagent toujours le citoyen comme un homme abstrait (un homme-une voix, en dehors des inégalités économiques et sociales. Leur mise en œuvre n'empêche pas que les grandes décisions soient le plus souvent prises par un pouvoir privé et pas toujours national. Les masses sont de fait absentes du débat. Il s'agit donc de les y introduire. Sans se contenter de réaliser une égalité formelle et abstraite d'autant que le pouvoir économique dominant est porteur des traditions (idéologie dominante) et détient les structures de transmission des connaissances.

## **LES TACHES DE LA NOUVELLE DEMOCRATIE**

Comment créer une démocratie capable de changer le régime social, de mettre un terme aux inégalités et situer l'Etat dans cette perspective sans le détruire ou se contenter de le conquérir ? L'Etat actuel n'est plus seulement le garant du cadre politique et le soutien du mécanisme de production. Sous la pression de la concentration monopoliste et l'affirmation dès à présent du poids des masses, il joue un rôle de plus en plus important dans toute la société. Il n'est plus seulement un état-major politique et militaire. C'est une armée de fonctionnaires qui s'attache aux tâches les plus diverses et rend

le problème du contrôle de son appareil plus complexe tout en offrant cependant de nouvelles possibilités d'assurer ce contrôle avec une participation interne (rôle des organisations syndicales de fonctionnaires).

Pour donner plus de substance au pouvoir populaire et ne pas se contenter de défendre les intérêts d'une classe au Parlement, il faut étendre les pouvoirs de celui-ci quant au contrôle de l'exécution des lois et pas seulement quant à leur élaboration. La socialisation de la politique permet d'annuler les barrières entre les masses et les institutions. Sans faire le procès de la démocratie représentative et sans privilégier contre elle ou encore à côté, d'autres modes de représentativité, il convient d'opérer une restructuration organique entre l'institution parlementaire et les nouvelles formes de participation des masses. Ce projet est d'autant plus ambitieux qu'il se situe à un moment où le capitalisme monopoliste d'Etat renforce sa présence aux divers échelons de l'Etat.

Comment rendre réel le pouvoir des institutions face aux grandes concentrations économiques, au poids des appareils bureaucratiques et militaires ? Comment doter la souveraineté populaire de son expression de volonté collective ? Comment opposer une réponse efficace à ce niveau à la domination idéologique de la bourgeoisie qui pour maintenir son hégémonie vise à désintégrer la personnalité et entretient les tendances corporatistes et individualistes ?

Contrairement à ce que soutiennent depuis des décennies dans le mouvement ouvrier les sociaux-démocrates, l'Etat n'est pas neutre, ni actuellement ni potentiellement. Il ne suffit donc pas de moderniser les structures, de les rendre plus fonctionnelles et plus efficaces pour résoudre le problème de la participation populaire. Pour renforcer les institutions représentatives il est nécessaire d'intervenir sur les structures sociales, atteindre la source des tendances autoritaires qui se situent dans les grandes entreprises monopolistes nationales et multinationales, développer les luttes sociales et politiques étroitement liées à tous les niveaux. En soulignant le rôle des communes et demain des régions, nous y avons parfois vu des centres de contre-pouvoir qui pouvaient faire pièce à l'hégémonie du pouvoir bourgeois dans les structures centralisées. L'expression est peut-être inadéquate car elle suscite l'idée d'une opposition fondamentale entre deux types de pouvoir alors que la lutte doit se développer à tous les échelons. Elle a cependant le mérite de souligner qu'on peut changer certaines structures de l'intérieur. En fait, les assemblées n'exercent pas une médiation au-dessus des classes mais constituent un terrain de cette lutte.

Certes on peut s'interroger dès à présent sur le caractère que pourront prendre les structures étatiques dans une autre étape sociale mais tel n'est pas notre propos. Le devenir de l'Etat dans une société socialiste est-il le dépérissement et la disparition comme nos classiques l'ont évoqué ? On ne peut envisager que des hypothèses lointaines où le rôle coercitif de l'Etat tendrait à disparaître. Les institutions seraient plus des structures d'accueil que des organes de pouvoir.

Mais dès à présent on voit apparaître la recherche d'un consensus plus large avec les masses, le développement de la lutte idéo-

logique, le souci de garantir les droits conquis, les libertés assurées, qui constituent autant de leviers pour effectuer certaines transformations fondamentales, procéder à un élargissement de la démocratie qui débouche sur le socialisme. Nous ne pouvons entretenir d'illusions sur ce processus qui est loin d'être linéaire. Il risque d'être contrarié par de nombreux facteurs, au niveau international par exemple où les difficultés de la détente contribuent au développement des appareils d'Etat et à la diffusion de l'idéologie dominante, au niveau national aussi où les déséquilibres de développement favorisent les antagonismes régionaux qui à leur tour tendent au renforcement de l'appareil bureaucratique central, au niveau européen enfin par la politique d'intégration des monopoles qui agissent comme autant de corporations.

## LES LIMITES ACTUELLES

Il serait dangereux d'idéaliser les masses et d'adopter à leur sujet une vue mythique. Pour lier les formes de vie démocratique et leur assurer un rôle actif, adapter les assemblées élues aux nouvelles exigences, il faut développer le tissu social dans tous ses aspects. A la différence des soviets de classe où l'adversaire est écarté, dans le régime d'assemblée il est présent et actif. Ce régime exprime donc les contradictions de classes tout en permettant de dégager, sous la forme d'une hégémonie et non d'une dictature, de nouvelles orientations à condition de soutenir et de favoriser toutes les formes d'actions sociales et de participation : des partis aux syndicats, organisations culturelles, de consommateurs etc. Sans privilégier les partis, il est incontestable que leur rôle revêt un intérêt particulier. Produits de longues traditions et véhicules de la lutte des idées, ils assument un rôle irremplaçable dans la formation de la décision politique. Sous cet angle le pluralisme politique est capital. Il entretient en effet une riche dialectique des idées qui donne une vigueur renouvelée aux droits de l'individu (en conflit avec l'Etat et le pouvoir), il garantit le respect des minorités et permet le développement de la recherche, des « hérésies nécessaires », il constitue une garantie pour la liberté de la création et de pensée. Les partis conçus de cette manière ne détiennent pas le pouvoir, ils constituent des éléments fondamentaux de la démocratie, aident à limiter l'arbitraire d'une classe, même celui de la classe ouvrière, dans l'exercice du pouvoir. La démocratie constitue bien une nécessité et non une concession dans l'exercice du pouvoir. A leur tour les partis doivent pouvoir opérer les mutations nécessaires. La doctrine ne peut être codifiée, remise à une direction dépositaire du savoir. Leur vie interne doit également répondre aux exigences de la démocratie, échapper au conditionnement des intérêts privés. Car dans le rapport base-sommet, les conséquences négatives des inévitables structures hiérarchisées ne sont limitées que par la manifestation de la lutte des idées, nécessaire dans une société où l'action se déploie sur tous les terrains.

Arrêtons ici ces quelques réflexions qui pourront peut-être en susciter d'autres. Il faudrait par exemple analyser l'action et la place du syndicat dans les formations de structures démocratiques, mais à chaque jour suffit sa peine, et d'autres plumes plus averties de cet aspect de la question pourraient intervenir.

## Le jeune Engels face au capitalisme

Dans ce bref article il s'agira pour nous uniquement de proposer quelques hypothèses de travail, extraites de recherches en cours. C'est que contrairement au jeune Marx, les études consacrées spécifiquement à l'évolution intellectuelle d'Engels sont extrêmement rares (1). Force nous est donc de tenter de nous frayer un chemin théorique propre pour rendre compte de l'évolution qui mena un fils de bourgeois piétiste allemand, en passant par de nombreuses étapes, vers des conclusions *concordantes* à celles que Karl Marx tirera de ses recherches et de sa pratique vers 1844.

En axant notre enquête avant tout sur l'aspect politique de la démarche du jeune Engels, nous nous verrons condamnés à reléguer à l'arrière-plan des faits et des théories qui méritent qu'on les prenne en considération dans une approche globale. Ceci pour signaler — si besoin en était — l'absence chez nous de toute intention biographique (2).

---

(1) Il existe bien sûr des ouvrages traitant parallèlement de Marx et d'Engels, et couvrant toute leur vie comme celui de Jean Bruhat (livre Club Diderot) ou la période de leur jeunesse tels l'indispensable *K. Marx et E. Engels* (en 3 volumes) d'Auguste Cornu (P.U.F.) et *Genèse du socialisme scientifique* d'Emile Bottigelli aux Editions Sociales. Il n'en reste pas moins que le domaine linguistique français est fort pauvre de textes détaillés et spécialisés concernant Engels.

(2) Laquelle biographie serait sans grand intérêt dans la mesure où le lecteur peut consulter deux ouvrages de cette nature, l'un paru récemment aux Editions de Moscou, et l'autre (plus utilisable) rédigé sous la direction de H. Gemkow, Verlag Zeit im Bild, Dresden 1972, R.D.A.

## BARMEN 1820-1838

Friedrich Engels est né le 28 novembre 1820 dans un milieu familial typique de la bourgeoisie industrielle rhénane. Son père possédait une fabrique de textiles à Barmen où régnait un piétisme (3) particulièrement intolérant. Cette ambiance ultra-religieuse et le caractère réactionnaire et oppressif du foyer paternel devait marquer très tôt le jeune Engels.

Ses premières révoltes seront dirigées, en effet, contre cette religion froide et desséchée qui en promettant le ciel, sert de caution à la surexploitation dont le prolétariat, particulièrement nombreux dans cette région, est l'impuissante victime. Non pas qu'Engels devienne athée, mais cette recherche d'une religion plus humaine, et le contact avec la littérature traditionnelle allemande, effectuée durant ses années de lycée, le rendront réceptif aux courants libéraux tant en politique qu'en matière religieuse.

« La question politique et sociale ne devint pas cependant pour lui un objectif immédiat de combat et jusqu'à la fin de son séjour au lycée d'Elberfeld, son opposition à sa famille et au milieu dans lequel il vivait et son aspiration à la liberté continuèrent à trouver leur expression idéologique dans des luttes religieuses intérieures et dans l'évocation libératrice de figures de héros. » (4).

## L'APPRENTISSAGE COMMERCIAL : BREME, 1838-1841

Le séjour à Brême où son père envoie le jeune Friedrich pour l'initier au commerce est capital à la fois pour son évolution au plan religieux et au plan politique. Tout d'abord déchargé de la tutelle familiale il pourra entrer pleinement en contact avec la vie politique et sociale allemande qui à défaut de partis et d'organisations se concentre surtout au niveau de l'expression littéraire.

Au plan politique en particulier, on voit à travers ses lettres de l'année 1839, principalement, comment se produit le passage progressif d'idées sans doute généreuses mais désordonnées à des positions de libéralisme bourgeois à caractère démocratique de plus en plus prononcé.

Tout ceci ne va pas sans crises internes dues non seulement à la rupture politique d'avec son milieu familial mais surtout durant cette année là, (1839) à l'évolution de ses conceptions religieuses qui à cause de l'éducation qu'il a reçue revêt le caractère d'*expression dominante* d'une remise en cause globale de sa conception du monde.

Politiquement il s'appuyera d'abord sur les traditions et les héros d'Allemagne, dans la ligne du mouvement étudiant, pour rejoindre assez rapidement les options libérales bourgeoises du mouvement littéraire « Jeune Allemagne ».

---

(3) Piétisme : Interprétation stricte des Ecritures jointe à un caractère individualiste prononcé en ce qui concerne la sanctification personnelle. Réclame en outre une rigoureuse observance des préceptes religieux.

(4) Auguste Cornu, *K. Marx et F. Engels*, tome 1, P.U.F. pp 121-122.

Une lettre à son ami Graeber datée du 8-9 avril 1838 nous éclaire sur le caractère de ses idées politiques à ce moment, appelées alors « idées du siècle » : « Au nombre de ces idées il y a avant tout la participation du peuple à l'administration de l'Etat, autrement dit tout ce qui a trait aux problèmes constitutionnels, ensuite l'émancipation des Juifs, l'abolition de toute contrainte religieuse et de toute aristocratie de naissance, etc. » (5) Remarquons au passage le caractère strictement libéral bourgeois de ces idées, particulièrement en ce que la participation du peuple à l'administration de l'Etat est comprise à titre de problème exclusivement constitutionnel (6).

Vers la même période Engels publie dans le « Télégraphe pour l'Allemagne » de Hambourg deux articles intitulés *Lettres de la vallée de la Wupper*. Pour notre propos il est important de voir comment dans ces textes pour la première fois, la critique de la religion et la critique politique se rejoignent, bien que ce soit sur le mode purement constatatif. Dans ces lettres Engels ne met pas en cause encore ni le système capitaliste comme engendrant la misère des prolétaires, ni la religion dans son ensemble, mais la façon dont les bourgeois piétistes surexploitent le prolétariat à Barmen. Cette précision est importante car elle met en évidence que le pas théorique de la généralisation n'est pas encore franchi par Engels à cette époque, et qu'il se borne à consigner des matériaux vus et vécus durant son adolescence. C'est cette absence de compréhension des *racines uniques* du phénomène qui expliquent à notre sens le caractère *moral* de la dénonciation d'Engels. Cette juxtaposition des niveaux social et religieux est bien mise en évidence par le passage suivant de la deuxième lettre de la vallée de la Wupper : « Il règne une misère effroyable dans les basses classes, surtout chez les ouvriers de fabrique de la vallée de la Wupper; la syphilis et la tuberculose y font des ravages incroyables; sur 2.500 enfants astreints à l'obligation scolaire, 1.500 sont enlevés à l'école et grandissent dans les fabriques, ceci uniquement pour que le fabricant n'ait pas à payer à un adulte le double du salaire qu'il donne à un enfant qui le remplace. Mais les riches fabricants ont la conscience large, et faire périr un enfant de plus ou de moins ne trouble pas l'âme d'un piétiste, surtout lorsqu'il va le dimanche deux fois à l'église » (7).

Parmi les influences importantes qu'il subit durant son séjour à Brême il faut citer celle du théologien David Strauss qui avait abouti à l'aide de la doctrine hégélienne à la conclusion du caractère mythique des Ecritures. Le jeune Engels s'enthousiasmera pour la théorie de Strauss qui portera sa crise religieuse à son paroxysme et le mènera assez rapidement à l'athéisme, mais surtout qui lui

---

(5) Marx-Engels, Correspondance, tome I, Novembre 1835 - Décembre 1848, Editions Sociales, 1971, p. 96.

(6) Rappelons qu'à l'époque, l'Allemagne n'a pas de constitution écrite et que l'obtention de cette constitution est un des thèmes principaux de lutte pour la fraction progressiste de la bourgeoisie.

(7) Cité par A. Cornu, op. cit., p. 211.

ouvrira la voie à la théorie de Hegel, dont il commence à étudier la Philosophie de l'histoire (8).

Sur la période allant de la fin 1839 à mars 1841 où il quitte Brême, nous avons peu d'informations concernant l'évolution des conceptions socio-politiques d'Engels; il semble d'ailleurs qu'ayant adopté dans ses grandes lignes la doctrine hégélienne il se soit consacré plus spécialement à la critique littéraire, à la composition de poèmes, etc. Ceci tout en cherchant au début de 1841 à concilier un certain nationalisme avec le libéralisme au plan politique, et en adoptant les positions théoriques des « Jeunes Hégéliens » de Berlin, qu'il rejoindra en septembre 1841 lorsqu'il ira dans cette ville pour accomplir son service militaire.

## **BERLIN, CASERNE ET UNIVERSITE, 1841-1842**

Cette période berlinoise nous intéresse à un double titre, d'abord parce qu'Engels en contact avec les « Jeunes Hégéliens » (9) est amené à participer activement à la lutte contre la réaction prussienne en écrivant deux pamphlets où il prend la défense du système de Hegel attaqué par le philosophe mystique et réactionnaire Schelling. Egalement à cause du fait qu'en rompant un peu plus tard avec les « Jeunes Hégéliens » dont la « lutte » prend de plus en plus un caractère purement verbal, et sous l'influence de Feuerbach qui publie vers le milieu de 1842 *L'Essence du Christianisme*, Engels se détache de l'idéalisme tout en accentuant l'aspect démocratique de son libéralisme. (Notons cependant que l'abandon par Engels de l'idéalisme se fit progressivement, et qu'il ne passe pas du jour au lendemain sur des positions matérialistes; au contraire, le passage au matérialisme tant chez Engels que chez Marx se fera au cours d'une longue période, et on peut même affirmer que toute leur œuvre à partir de *L'idéologie allemande*

---

(8) Dans une lettre à Wilhelm Graeber datée des 13 et 20 novembre 1839 on peut lire le passage suivant : « Je suis en effet sur le point de devenir hégélien. Je ne sais pas encore si je le deviendrai vraiment, mais Strauss m'a éclairé Hegel d'un jour qui me rend sa doctrine tout à fait cohérente. Sa philosophie de l'histoire (je parle de celle de Hegel) est tout à fait conforme à ma manière de voir les choses ». Marx-Engels, Correspondance, tome I, op. cit. p. 168-169.

Ceci encore est très important, car l'acquisition de la conception dialectique, reposant donc sur le mouvement de l'histoire (et quelle que soit la gangue idéaliste dans laquelle Hegel l'enveloppe) est une condition indispensable à toute globalisation théorique ultérieure valable.

(9) Les « Jeunes Hégéliens » sont des disciples de Hegel qui après la mort de celui-ci en 1831, accordèrent la priorité à sa méthode dialectique progressiste par rapport au système hégélien qui resta l'apanage des hégéliens orthodoxes qui prirent bien vite des positions réactionnaires. Le courant « Jeune Hégélien » concentra surtout ses attaques contre la théorie religieuse, dans l'espoir d'amener par là des transformations sociales. Le caractère purement théorique de leur combat devait amener Marx et Engels, qui perçurent bientôt les limites de toute action réduite au plan des idées, à se séparer d'eux. Pour plus de détails on se reportera à l'ouvrage de David McLellan, *Les Jeunes Hégéliens et Karl Marx*, Payot, 1972.

consiste aussi à tirer les conséquences théoriques et pratiques de cette prise de position (10).

Une fois terminé son service militaire, et après un court séjour à Barmen, Engels partira à Manchester fin novembre 1842, pour compléter son apprentissage commercial dans une fabrique que son père y possède avec un associé.

En chemin vers Manchester il s'arrêta à Cologne dans le but de visiter les rédacteurs de la « Gazette Rhénane » à laquelle il allait proposer la correspondance d'Angleterre. Marx l'y reçut très froidement, le prenant à tort pour un des représentants des « Jeunes Hégéliens » avec lesquels il avait déjà également rompu. L'accueil que lui réserva M. Hess fut plus chaleureux et il semble que se soit à la suite de cet entretien qu'Engels devint communiste. Mais sans doute d'un communisme confus et sentimental tel que le professait Hess.

### MANCHESTER : L'ETAPE DECISIVE, 1842-1844

Il nous semble utile ici de dire un mot sur la situation en Angleterre au moment où Engels y arrive. Nous sommes au début du règne de Victoria, la révolution industrielle est en plein essor, la classe ouvrière est plongée au gré de crises périodiques dans des conditions de vie effrayantes. Mais cette classe ouvrière anglaise, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, est plus ou moins organisée dans un mouvement populaire d'une force considérable : le *chartisme*, qui glisse comme la revendication de revendications purement politiques (suffrage universel) vers une prise en charge de plus en plus affirmée des problèmes sociaux.

Engels arrive en Angleterre fin novembre 1842, peu de temps après une période de grande agitation sociale qui a culminé avec l'envoi par le mouvement chartiste d'une pétition au Parlement au sujet du suffrage universel, (c'était la deuxième pétition du genre et elle fut rejetée comme la précédente) (11). Cette activité politique débordante du prolétariat le convaincra du prochain éclatement d'une révolution sociale dans ce pays. Et c'est à analyser cette situation, pré-révolutionnaire dans son esprit, qu'Engels consacre cinq articles parus en décembre 1842 dans la « Gazette Rhénane », sous le titre de « *Lettres d'Angleterre* ». Ces lettres ont pour nous une grande importance car nous y voyons Engels sous l'influence du spectacle qu'offre la société anglaise parvenir à des élaborations théoriques matérialistes, qui bien que non encore systématisées, ne feront que se développer par la suite. Cette évolution se fait très

---

(10) Tâche que Marx et Engels ont laissé inachevée, au demeurant, et qu'il appartient aux marxistes actuels de poursuivre dans des conditions historiques différentes.

(11) Pour les questions concernant le socialisme en Angleterre, et plus particulièrement le chartisme, on consultera dans « Histoire Générale du Socialisme », sous la direction de Jacques Droz, P.U.F. tome I, 1972, le chapitre consacré au *socialisme en Angleterre jusqu'en 1848*, rédigé par François Bedarida, p. 257 à 330. D'autre part, pour avoir une première vision globale de la société anglaise au moment où Engels y séjourne pour la première fois, on pourra lire « La Vie quotidienne en Angleterre au début du règne de Victoria, 1837-1852 », de J. Chastenot, Hachette 1961.

rapidement. Engels reste encore convaincu que ce sont les principes (idées) qui mènent le monde, or en Angleterre la détermination du facteur économique, (donc des intérêts) est particulièrement perceptible à l'époque. Il y a donc contradiction entre ce que Engels pense être déterminant et ce qu'il constate sur le terrain. Il résoudra provisoirement cette contradiction en limitant le déterminisme économique, qu'il finit par admettre, à la seule Angleterre. C'est ainsi que dans la lettre du 9 décembre 1842, on peut lire : « En Allemagne, cela va de soi, mais vous ne ferez pas comprendre à un Britannique buté que les prétendus intérêts matériels ne jouent jamais en histoire le rôle de fins en soi, mais qu'inconsciemment ou consciemment ils servent toujours un principe qui tient les fils directeurs du progrès historique » (12). Et le jour suivant, le 10 décembre, parlant de la révolution inévitable en Angleterre du fait de la misère du prolétariat, il affirme : « Pour l'Angleterre, cette révolution est inévitable; mais comme pour tout dans ce pays, ce seront les intérêts et non les principes qui inaugureront et mèneront cette révolution; or les principes ne peuvent se développer qu'à partir des intérêts, c'est-à-dire que la révolution ne sera pas politique mais sociale » (13). Ces deux citations montrent à souhait l'impact de la réalité anglaise sur Engels.

Au cours de ce premier séjour anglais, il fréquentera abondamment la classe ouvrière, observera ses conditions de travail, de logement, de lutte, lira quantité de livres et documents à ce sujet et prendra les notes nécessaires à la rédaction de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* qui paraîtra en 1845.

Mais le texte qui permet le mieux d'apercevoir le chemin parcouru par Engels en Angleterre est sans conteste l'*Esquisse d'une critique de l'économie politique* qui paraît en 1844 à Paris dans l'unique numéro des *Annales Franco-Allemandes* de Marx et Ruge. En s'attaquant à l'économie politique bourgeoise à travers ses principales catégories, valeur, concurrence, monopoles, utilité, etc., Engels vise à montrer que le savoir économique bourgeois, (ou encore l'économie classique qu'Engels appelle nouvelle économie par rapport au mercantilisme) ne fonctionne pas comme science dès lors qu'il ne théorise pas (et ne peut théoriser) la propriété privée qui est son fondement premier : « L'économie n'eut pas même idée de s'enquérir de ce qui justifie la propriété privée. C'est pourquoi la nouvelle économie ne fut qu'un demi-progrès : elle était contrainte de dévoiler et de nier ses propres présupposés, d'appeler à la rescousse le sophisme et l'hypocrisie pour camoufler les contradictions dans lesquelles elle s'enfermait et pour en venir aux conclusions auxquelles elle était poussée, non par ses propres hypothèses, mais par l'esprit du siècle » (14).

La démarche suivie par Engels dans ce texte est en gros la suivante : A travers la critique de *la théorie* du capitalisme qui s'avère

---

(12) F. Engels. « Esquisse d'une critique de l'économie politique », suivie de « Lettres d'Angleterre » et « Lettres de Londres ». Edition bilingue Aubier, 1974, p. 125. On le voit, ici Engels se borne à affirmer sa conception idéaliste face à ce qu'il croit être une erreur subjective des Britanniques.

(13) Ibid. p. 137 (souligné par nous).

(14) F. Engels, *Esquisse...* op. cit. p. 37.

être une simple justification des *pratiques* des capitalistes, il dévoile l'antagonisme du capital et du travail pour aboutir à une condamnation de la propriété privée dans la forme capitaliste qu'elle est amenée à revêtir. Mais la condamnation qu'Engels profère à l'égard du capitalisme est encore largement moralisante, par exemple on peut lire au sujet de la concurrence les lignes suivantes : « L'éternelle fluctuation des prix telle qu'elle est donnée par les relations concurrentielles ôte au commerce jusqu'à la dernière trace de moralité » (15). Et plus loin parlant de Malthus : « Est-il besoin que j'expose davantage, que je pousse plus loin les conséquences de cette *infâme*, de cette *abjecte* doctrine, de ce *blasphème hideux* contre la nature et l'humanité ? Avec elle nous avons enfin porté à son comble l'*immoralité* de l'économiste » (16).

En résumé nous pouvons donc dire qu'au terme de son séjour à Manchester, Engels prend clairement position contre le capitalisme parce qu'il est immoral et que cette immoralité se manifeste dans la misère dans laquelle est plongée le prolétariat. Par ailleurs ce prolétariat, mu par ses intérêts, va accomplir une révolution en vue d'abolir le capitalisme. Nous sommes donc en présence d'une théorie mixte comportant des éléments d'idéalisme et de matérialisme. Ce n'est qu'avec Marx, dans *L'idéologie allemande* que commencera à se dégager une position matérialiste conséquente, c'est-à-dire concernant le fondement réel des classes, du capitalisme, de l'idéologie...

Reste que ce séjour en Angleterre sera capital pour Engels qui, forcé par la réalité, évolue assez rapidement vers le matérialisme et voit d'abord dans le prolétariat anglais, puis dans le prolétariat en général l'agent de la révolution à venir. Ses aspirations de liberté prennent ici corps dans la lutte de la classe ouvrière, mais cette incarnation a des exigences théoriques auxquelles il ne pourra pas se soustraire. La perception de ces exigences de la praxis sont à l'avant-plan de ses préoccupations lorsque de retour à Barmen il passe par Paris fin août 1844 et y retrouve Karl Marx.

## PARIS, 1844

La rencontre entre Marx et Engels cette fois-ci se déroule dans un tout autre climat que celle qui eut lieu à Cologne deux ans auparavant. Marx, en particulier, a lu l'*Esquisse* qui l'a profondément marqué (17), et après quelques discussions ils reconnaissent la concordance, voire l'identité de leurs points de vue sur un grand nombre de questions (rôle de la classe ouvrière, position matérialiste en histoire...). Ils décident en conséquence de s'associer pour écrire un pamphlet contre les « Jeunes Hégéliens » dont ils ont maintenant totalement dépassé les positions. Il s'agit ici pour eux à la fois de commencer à régler leurs comptes avec leurs conceptions théoriques passées et d'enrayer l'influence de la « Critique pure » (c'est-

(15) F. Engels, *Esquisse...* op. cit. p. 79.

(16) *Ibid.*, p. 89 (souligné par nous).

(17) Dans la préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique », Marx qualifiera l'étude d'Engels de « géniale esquisse d'une critique des catégories économiques ».

à-dire non tournée vers l'action, et par là uniquement verbale) des « Jeunes Hégéliens » dans les milieux progressistes allemands. Ce sera *La Sainte Famille*. Engels rédige en dix jours sa partie de ce qui devait devenir non plus une brochure mais un véritable livre lorsque Marx décida de porter sa critique à un niveau beaucoup plus profond qu'il n'était prévu au départ. Dans cet ouvrage l'apport d'Engels étant réduit il est difficile d'en dégager une appréciation exacte concernant son évolution théorique. On peut toutefois noter que déjà pour lui l'histoire « n'est que l'activité de l'homme qui poursuit ses fins à lui » (18). Il s'agit ici d'une des premières énonciations d'un point fondamental du matérialisme historique. Ce seront désormais Marx et Engels *ensemble* qui travailleront à chercher le comment de cette production humaine de l'histoire, au cours d'une collaboration et d'une amitié que seule la mort de Marx interrompa.

Nous voilà donc au terme de l'évolution du seul Engels, dont nous n'avons pu retracer ici que les grandes étapes. Dans la mesure où le chemin qu'Engels a suivi pour parvenir à une conception matérialiste de l'histoire et à la compréhension du caractère éphémère du capitalisme, se différencie énormément de celui parcouru par le jeune Marx, il nous semble que sa connaissance est également indispensable à qui veut comprendre la richesse du marxisme pour être en mesure de le développer.

---

(18) Marx-Engels, *La Sainte Famille*, Editions Sociales, p. 116.

# COURRIER DES LECTEURS

La contribution de Ludo Abicht intitulée « **Marxisme et imagination scientifique** », parue dans les C.M. de mai 1978 n'a pas fini de susciter la réflexion. Après une longue lettre de Jean-Jacques Heirwegh, publiée en juin, et en même temps qu'une note de Claude Renard (voir plus haut : « **Socialisme scientifique, parti de masse, parti d'avant-garde** »), voici des observations de Daniel Dory, que nous avons le plaisir de verser au dossier. Un dossier qui restera ouvert.

Il convient tout d'abord de souligner le caractère globalement positif de cet article en ce qu'il formule un certain nombre de points de vue stimulants. Dans cette note, je voudrais simplement contribuer à l'élaboration collective de quelques thèses qui m'apparaissent à l'heure présente fondamentales dans la pratique théorique et par là même dans la lutte idéologique.

A la page 25, Abicht note que : « Depuis Lénine, les tâches pratiques de l'aile révolutionnaire du mouvement (ouvrier marxiste) ont souvent eu pour effet de freiner, d'endiguer, voire même de réprimer la recherche libre et créatrice ». Plus qu'à renvoyer à des recherches ponctuelles (Lukacs, Korsch, Reich, etc.) dont le mouvement ouvrier n'a pas su tirer profit, ceci me semble soulever deux ordres de problèmes (entre autres) qui se trouvent à l'heure présente au centre de l'actualité :

a) le statut de la théorie qui a accompagné les pratiques politiques des partis communistes (principalement);

b) la place des intellectuels dans le mouvement ouvrier.

Le premier point concerne le traitement qu'on fit subir au marxisme durant la période qu'on peut qualifier en gros de stalinienne (mais qui ne s'achève pas avec la mort de Staline). Théoriquement cela se traduit par le gonflement de la baudruche marxiste-léniniste qui, entre autres avatars, réduisit en fait le matérialisme dialectique au statut d'une ontologie rigide et close (1). Mais également le marxisme-léninisme résulta de conditions historiques déterminées (et uniques), que sa construction théorique présente comme universelles, fournissant, par exemple, aux pays capitalistes développés un modèle de révolution incompatible avec leur tradition historique. C'est cela plus que les appauvrissements signalés par Abicht, qui constitue pour moi la cause du fait que la classe ouvrière n'a pas encore réussi à établir son hégémonie dans nos pays (ceci en prenant en compte uniquement l'aspect théorique).

Quant au statut des intellectuels — au-delà des grandes fluctuations qu'il a connus — il est certain qu'il a été fonction des délimitations plus ou moins arbitraires que « l'aile révolutionnaire » (comme le dit L. Abicht dans une formulation qui me paraît malheureuse) a fait subir à la théorie marxiste. Et il me semble que le problème est loin d'être résolu. Toutefois, la condition absolue pour un désenclavement du travail intellectuel au sein du mouvement ouvrier, est la prise en considération du caractère inachevé du marxisme, sur quoi Ludo Abicht met très justement l'accent.

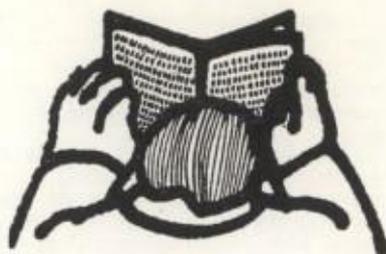
(1) Sur ce point et d'autres, on consultera le petit ouvrage de Dominique Lecourt (par ailleurs dirigé contre les « nouveaux philosophes ») : « *Dissidence ou révolution ?* » Maspéro, 1978, p. 37 à 46.

Enfin lorsque vers la fin de l'article L. Abicht fait le bilan des mouvements contestataires qui ont échappé aux schémas marxistes, je pense qu'il faut noter qu'il s'agit là d'un certain marxisme qui justement en raison de sa stérilité a permis/engendré des mouvements sectoriels plus ou moins puissants (sexualité, écologie, culture...).

Ceci non pour dire que le marxisme a réponse à tout, il n'en est *heureusement* pas ainsi, mais pour attirer l'attention sur le fait qu'il commence à être grand temps de préciser clairement les implications exactes de la prise de position marxiste *dans nos sociétés* (rien de plus urgent donc, que de s'attacher à étudier les fondements historiques, au sens large, des formations économiques et sociales de l'Occident).

En tout cas, l'article de Ludo Abicht en dressant un inventaire sinon complet, du moins éclairant, des avatars du couple théorie-pratique a mis en lumière, me semble-t-il, un des points cruciaux où le marxisme créateur est le plus impérativement requis.

# Livres



## Histoire de la pensée économique

par Piet Frantzen. Traduction et adaptation de G. De Greef

Les milieux progressistes belges connaissent bien Piet Frantzen. Il a présidé pendant dix ans la « Marche anti-atomique ». Il fut aussi l'auteur d'un contre-rapport de gauche au Congrès doctrinal de la F.G.T.B. de 1970 qu'il publia d'ailleurs dans les Cahiers marxistes et dans le Vlaams Marxistisch Tijdschrift. C'est le même homme qui a rédigé cette histoire de la pensée économique. J'entends par là que Piet Frantzen n'est pas homme à avoir le cœur à gauche et la tête à droite. Au contraire, sa vie politique et professionnelle — conseiller communal, membre de cabinets socialistes, président de commissions paritaires nationales, professeur à la V.U.B., directeur dans une institution financière publique — l'a confronté quotidiennement avec la réalité économique de ce pays. Il en a acquis la conviction profonde que le « comportement et les opinions des individus sont conditionnés par le milieu social dans lequel ils vivent ». Cela nous donne une histoire de la pensée économique de l'antiquité à nos jours où l'on voit à chaque époque se dégager une relation ample et puissante entre l'évolution de la réalité économique et les doctrines économiques.

Il serait vain de vouloir rendre compte en quelques lignes de cet ouvrage qui retrace six mille ans de luttes sociales et idéologiques. Voilà pourquoi je me limiterai à mettre en évidence quatre grandes caractéristiques qui font toute l'originalité de cette histoire de la pensée économique.

En premier lieu, il y a la méthode. Méthode marxiste dès la page de couverture. Un marxisme ouvert, non dogmatique, non mécaniste, puisqu'il postule certes que « les rapports sociaux déterminent la superstructure idéologique, c'est-à-dire la philosophie, la religion, la morale, la pensée économique, l'art, le vêtement, la législation, etc... » mais que ces derniers peuvent néanmoins exercer à leur tour une influence sur les rapports sociaux. Evidemment, « cette influence "du dessus vers le bas" n'aura jamais le pouvoir de modifier fondamentalement les rapports sociaux si ne sont préalablement pas profondément modifiées les conditions matérielles »... « En outre, Piet Frantzen a l'immense mérite de ne pas isoler la pensée économique de la pensée philosophique, éthique, juridique. Donc, pour chaque époque prise en considération,

l'auteur examine la réalité économique, sociale, technique, et il tente de dégager toutes les relations entre l'infrastructure et l'ensemble du monde la pensée. Ce n'est qu'après cette démarche qu'il se croit en mesure de pouvoir isoler la pensée économique proprement dite. Signalons encore que le langage est clair et simple. Le souci de se faire bien comprendre par un large public va jusqu'à l'abandon partiel de la terminologie marxiste afin de s'exprimer dans le vocabulaire de la littérature économique occidentale. Il y a là un choix au départ entre une rigueur souvent ésotérique et la langue de tous les jours compréhensible mais moins rigoureuse.

En deuxième lieu, une très grande partie de l'ouvrage — environ les deux cinquièmes — est consacrée au XXe siècle. Cela différencie nettement Piet Frantzen des autres auteurs d'histoire de la pensée économique qui s'arrêtent en général au seuil de ce siècle. Jetons un bref coup d'œil sur cette sixième partie qui étudie la pensée économique du capitalisme contemporain. Un premier chapitre concerne les faits économiques. On y parle « technique », « chômage », « déséquilibre monétaire », « concentration des entreprises », etc...

Un deuxième vise à rendre compte du désarroi de la société contemporaine : émergence de nouveaux groupes sociaux, instabilité politique, naissance du fascisme, insatisfaction des masses. On est maintenant armé pour s'attaquer, dans un troisième chapitre, aux structures mentales, à la culture, à la conception du monde de cette société en désarroi. D'abord la pensée en général : la philosophie (existentialisme, néopositivisme, Teilhard de Chardin...), l'art, la législation, les mœurs. Ensuite seulement, l'auteur prend sous la loupe la pensée économique d'aujourd'hui.

En troisième lieu, une partie non négligeable de ce livre parle de la pensée économique telle qu'elle s'est développée dans les pays socialistes. Piet Frantzen qui, par ailleurs, connaît bien ces pays, se démarque ici de l'ensemble des spécialistes occidentaux de la pensée économique qui bannissent la pensée économique socialiste. Piet Frantzen juge avec beaucoup de sympathie l'évolution du socialisme en U.R.S.S. qui passe « lentement et graduellement vers un mode d'organisation sociale communiste ». Il passe en revue les grands problèmes économiques auxquels les économistes des pays socialistes sont confrontés : la loi de la valeur sous le socialisme, l'autogestion, la réforme économique des années 65. Exposant les tenants et les aboutissements du « profit » dans l'entreprise socialiste, il fait sien la conclusion suivante de Liberman : « Les rivières ne coulent jamais en arrière. Et si parfois, quand le niveau d'eau est élevé, elles modifient leur cours, c'est tout simplement pour se créer des voies meilleures ».

L'auteur tourne donc résolument le dos à tous ceux qui croient ou qui feignent de croire que la réforme économique pourrait réintroduire des éléments du capitalisme en U.R.S.S. En trente pages on ne peut certes pas tout dire sur l'U.R.S.S. Néanmoins on peut poser un diagnostic correct et émettre des jugements nuancés. C'est ce que fait Piet Frantzen.

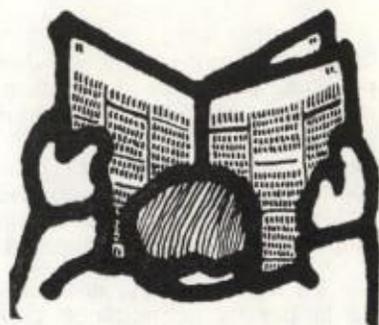
En dernier lieu, une place de choix se devait d'être accordée à Marx. Non seulement à Marx mais également — ce qui est exceptionnel — à l'évolution de la pensée économique marxiste contemporaine. On parle de Baran, de Sweezy, de Bettelheim, de Dobb et d'innombrables marxistes du XXe siècle.

Ajoutons pour terminer que la traduction de G. De Greef est bonne et fidèle. En homme de grande culture, De Greef ne s'est pas contenté de traduire. Il ajoute ci et là des notes en bas de page soit pour illustrer le texte de son ami Piet Frantzen, soit pour en contester le bien-fondé. Dans les deux cas, leur lecture incite à la réflexion.

J. NAGELS.

P. FRANTZEN, *Histoire de la pensée économique — Une analyse marxiste*. Traduction et adaptation de G. De Greef. Edition de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1978, 504 pages (850 FB).

## Revue



### La revue nouvelle

Sous le titre « Machines à rêver » la livraison de juillet-août de la R.N. apporte une contribution très intéressante aux études sur la culture dite de masse. Cette culture qu'on ne peut assimiler à la culture populaire dans ce sens qu'elle n'est pas créée dans les milieux populaires, et qu'elle est véhiculée uniquement sur base de rapports marchands.

Cette culture-marchandise particulière, Robert Dubois, Pascale Delfosse, Jacqueline Aubenas et Robert Mathieu ont respectivement tenté de l'appréhender à partir des exemples que sont la chanson sentimentale abondamment diffusée sur les ondes, le roman photo, le magazine *Détective* et le journal *Les Sports*.

De toutes ces analyses se dégage une constante : la redondance, la redite sécurisante et infantilisante du conte, qui, au-delà même du discours peu progressiste véhiculé par ces différentes productions culturelles, se fait « opérateur d'une idéologie qui enferme le dire dans le redire ».

Si le roman-photo et *Détective* mettent en évidence la même passivité des intéressés face à l'amour, espèce de « deus ex machina » tout puissant, seule force qui préside aux destinées — et la chanson sentimentale ne s'écarte pas d'eux sur ce point — les formes sont cependant très différentes. Dans le roman-photo, un cadre aisé, dans *Détective*, un H.L.M. Ici l'amour « noble », de l'autre côté « du sexe et du sang ». Ici, un récit imaginé, là, du fait divers vécu. Alors on se demande si ces pro-

ductions s'adressent au même public, que les auteurs, faute de données suffisantes, n'ont pas pu identifier. Qui fait la masse ?

Gabriel Thoveron essaie de faire le point sur la question, élargissant ainsi le débat au-delà des caractéristiques particulières des produits culturels étudiés. Puisqu'il y a une culture de masse où l'on peut, sans déchoir, s'aventurer (celle de *Paris-Match*, par exemple) et une culture de masse défendue au beau monde (celle de *Detective*), il n'y a donc pas UNE masse, et donc pas de culture de masse, mais une « culture sans nom ». A travers un petit historique d'une certaine presse du XIXe siècle, G. Thoveron renverse la croyance selon laquelle les premières productions représentatives de paupérisme culturel, nées avec les débuts de l'imprimerie, sont les premières manifestations d'une culture de masse : étant donné le niveau des salaires à l'époque, la classe ouvrière n'y avait pas accès. Avec l'élévation du niveau de vie et la large diffusion de la radio et de la télévision, les choses ont changé. Mais on ne peut parler de culture de masse alors que la plupart des membres de couches populaires sont purement et simplement *absents* de cette culture massivement répandue. Ils sont ailleurs, enfermés dans des ghettos culturels, sous-secteurs de la culture de masse, complètement ignorés du « grand public ». De même, certains groupes « cultivés » sont enfermés dans un univers tout aussi stérile.

Au total, un dossier qui, en mettant à jour les mécanismes et procédés d'écriture d'une certaine production culturelle (mécanismes qui dans la mesure où ils reproduisent l'idéologie dominante nous concernent tous à un degré ou à un autre) et en dénonçant le faux dilemme culture de masse-culture d'élite, introduit de nouveaux termes dans le débat sur la culture.

Dans le même numéro de la R.N., Michel Vincineau analyse les principaux éléments de droit international et certains aspects stratégiques et politiques qui permettent de mieux cerner le problème posé par cette « arme dite propre : la bombe à neutrons ».

Pierre Noirret jette un coup d'œil critique sur un aspect peu connu du plan McKinsey, à savoir les conditions de son élaboration, et sur les perspectives ouvertes par le fameux plan à la sidérurgie wallonne.

On trouvera aussi un article de Albert Bastenier et de Felice Dassetto qui attire l'attention sur un élément souvent oublié dans les discussions sur les élections européennes : les immigrés. Cinq à six millions d'électeurs, les migrants non communautaires, auxquels il faut ajouter les trois quarts des Italiens communautaires, soit environ 7 % de la classe ouvrière de la C.E.E., seront exclus du vote pour le Parlement européen. Les auteurs en dégagent des conséquences sur la nature de l'union politique européenne.

#### C.R.

*La Revue nouvelle*, 140 F le numéro. Avenue Van Volxem 305, 1190 Bruxelles.

## Socialisme

Pour son 25e anniversaire, la revue *Socialisme* présente un imposant numéro double de quelque deux cents pages.

Jubilé oblige : Raymond Rifflet, Willem Fraeys et Robert Flagothier rappellent un quart de siècle d'activités et balisent un quart de siècle d'articles. Il en ressort (notamment) qu'à un auteur près, les collaborateurs de la revue présentent le socialisme comme « largement tributaire de la doctrine de Marx, mais comme étant aussi autre chose que cette doctrine ». Le matérialisme historique bénéficie d'une accessibilité : il est qualifié de « récupérable » par le socialisme...

Au terme de ces évocations et synthèses du passé, « Socialisme » est présenté, non comme la tribune du Parti socialiste, comme un « clan » ou comme un manuel pratique de l'action quotidienne, mais comme « un instrument de réflexion qui permet au lecteur de tirer une philosophie du socialisme ».

Participation gouvernementale oblige : plusieurs ministres prêtent leur concours à ce numéro double. C'est le cas notamment de Willy

Claes et de Jean-Maurice Dehousse. On est frappé par le choix des sujets des ministres des Affaires économiques et de la Culture française. Le premier traite longuement de l'initiative publique, le second énergiquement de l'éducation permanente. On chercherait en vain un rapport entre leurs propos et l'action concrète qu'ils déploient sur le terrain ministériel. En fait, Willy Claes s'est surtout spécialisé dans l'entreprise mixte, et le budget de crise que s'est imposé J.M. Dehousse lui interdit de faire de l'éducation permanente « une arme de progrès », comme il en rêve...

Le plan Spitaels et plus particulièrement le cadre spécial temporaire est analysé par Daniel Norrenberg. On notera que pour cet auteur, « c'est surtout l'aspect novateur sur le plan social qu'il importe de mettre en exergue. Un jeune condamné à l'oisiveté pendant plus de six mois devient un être frustré, mécontent de la société, aigri sur le sort qui lui est réservé ». Ce danger existe, en effet. Mais le « tiers statut » de Guy Spitaels n'a encore fourni du travail temporaire qu'à environ 17.000 personnes. Il resterait donc plus de 260.000 frustrés et aigris. Ce bilan justifie-t-il le lyrisme de Daniel Norrenberg ?

L'analyse des problèmes de sécurité extérieure signée Arel est pleine d'intérêt. A propos de l'OTAN, Arel observe que « le poids des Etats-Unis se fait de plus en plus lourd au sein de l'alliance. Notre puissant allié entend de plus en plus faire participer l'Europe occidentale à sa stratégie mondiale. Si l'on n'y prend garde, nous nous trouverons impliqués dans des différends situés dans des zones géo-

graphiques n'ayant rien à voir avec les limites tracées lors de l'élaboration du Traité de l'Atlantique Nord. Cette pression des Etats-Unis, poursuit Arel, se retrouve d'une manière plus indirecte dans le fonctionnement même des organes de l'Alliance. La décision d'entreprendre une série d'études à long terme sur l'évolution des moyens de l'Alliance ne peut être critiquée. La prudence s'impose toutefois lorsque ces études débouchent sur la recommandation d'acquérir des systèmes d'armes précis, fabriqués, comme par hasard, par un pays déterminé... »

Par ailleurs, le même Arel recommande — avec combien de pertinence ! — qu'un contrôle politique plus serré s'exerce sur les exigences de la Défense nationale. Il oppose les dépenses occasionnées par le stationnement de troupes belges en RFA, aux restrictions que connaissent les dépenses de personnel.

Sans pouvoir commenter tous les articles de ce numéro spécial signalons encore les réflexions de Bruno Vinikas sur l'avenir de la région bruxelloise. On partage ses inquiétudes sur la prééminence du communautaire par rapport au régional, prééminence consacrée et aggravée par le projet de réforme institutionnelle. Quant à sa volonté, si légitime, de « renforcer l'action progressiste au sein de la communauté flamande de Bruxelles », on voudrait savoir comment il la concilie avec les dispositions du projet de réforme, qui vise à isoler et à minorer la gauche flamande.

R.L.

Socialisme — le numéro : 100 F.  
Administration : 13, bd de l'Empereur, 1000 Bruxelles.

Ne manquez pas la

# GRANDE FETE ANNUELLE DU «drapeau rouge»

vendredi soir 15,  
samedi 16 et dimanche 17 septembre 1978  
au Centre culturel d'Auderghem (métro Demey)

**A l'affiche :**

Le Théâtre de la Communauté, Guy Bedos, André Bialek, Philippe Anciaux, Joseph Reynaerts, Pierre Haralambon, Gérard Delahaye, des groupes hongrois, allemand, hollandais, bulgare, etc.

**Débats sur**

- Humour et politique
- Les enfants du juge
- Le nucléaire, après la loi anticrise

**Bal** samedi, à partir de 22 heures

Parmi les nombreux **stands**, celui des Cahiers et de la Fondation Joseph Jacquemotte, où vous trouverez deux nouvelles publications

- **Une identité politique pour les communistes**  
par Jef Turf
- **En avant la musique !**  
par un groupe de travail de la Fondation

Pour tous renseignements : tél. Michel Lagasse 02/512.51.96

L'abonnement annuel aux Cahiers marxistes  
(dix livraisons)  
est fixé à 500 F,  
montant qui se réduit à 250 F pour les moins de 25 ans.  
Etranger : 600 F.

Vos suggestions et observations sur le contenu de la  
revue seront bienvenues.

Adresse :

20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

Tél. 02/512.90.12

CCP 000 0188745 80 de la Fondation J. Jacquemotte

A paraître dans les prochaines livraisons

- Jean-Claude Bodson et Roeland Jacobs  
Contrats de travail : droit et réalités
- Louise Gotovitch  
Dons, rythmes individuels, handicaps socio-culturels
- Jean-Jacques Heirwegh  
Histoire et idéologie
- Jacques Aron  
L'avènement de la cité socialiste
- Table ronde sur le thème  
Télédistribution, service public ?

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

60 F